EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

	Zone franç ^e et Tanger	FRANCE et Colonies	ETRANGER
3 MOIS.....	8 fr.	9 fr.	20 fr.
6 MOIS.....	14 »	16 »	36 »
1 AN.....	26 »	28 »	60 »

ON PEUT S'ABONNER :

A la Résidence de France, à Rabat,
 à l'Office du Protectorat du Maroc, à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.

Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE

Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.

Les mandats doivent être émis au nom de M. le
 Trésorier Général du Protectorat. Les paie-
 ments en timbres-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales,) La ligne de 27 lettres
 réglementaires)
 et judiciaires) **1 franc 50**

Arrêté résidentiel du 13 mai 1922 (B. O. n° 499
 du 16 mai 1922)

Pour les annonces-réclames, s'adresser à
 l'agence HAVAS, boulevard de la Gare, à Casa-
 blanca.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

Pages

PARTIE OFFICIELLE

Dahir du 1 ^{er} août 1925/11 moharrem 1344, sur le régime des eaux.	1425
Arrêté viziriel du 1 ^{er} août 1925/11 moharrem 1344 relatif à l'application du dahir du 1 ^{er} août 1925/11 moharrem 1344 sur le régime des eaux	1428
Dahir du 4 août 1925/14 moharrem 1344 autorisant la vente à la ville de Fès d'une parcelle domaniale sise à la ville nouvelle, en vue de l'édification d'un marché couvert	1429
Dahir du 12 août 1925/21 moharrem 1344 prorogeant le délai prévu pour la mise en vigueur du dahir du 14 février 1925/20 rejeb 1343 relatif à la délivrance d'un carnet d'identité aux ouvriers et employés marocains	1430
Dahir du 22 août 1925/2 safar 1344 portant prohibition d'importation des oiseaux de basse-cour	1430
Arrêté résidentiel du 17 août 1925 portant modification dans l'organisation territoriale du territoire du Tadla (région de Marrakech).	1430
Ordres généraux n°s 571, 572, 573, 574, 575	1430
Arrêté du directeur de l'Office des P. T. T. portant création d'agences postales	1431
Arrêté du contrôleur civil, chef de la région de Rabat, plaçant sous séquestre le terrain dit « El Arabi » sis près de la casba de Skirat	1432
Nominations dans la magistrature française du Maroc	1432
Promotions, nominations et démissions dans divers services	1432

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis de mise en recouvrement des rôles du tertib et des prestations de 1925 pour les contribuables indigènes	1433
Avis de mise en recouvrement du rôle de la taxe urbaine de la ville de Casablanca (1 ^{er} et 2 ^e arrondissements) pour l'année 1925	1433
Relevé des observations climatologiques du mois de juillet 1925 et note résumant ces observations	1434
Propriété Foncière. — Conservation de Rabat : Extraits de réquisitions n°s 2273 à 2277 inclus ; Extraits rectificatifs concernant les réquisitions n°s 1713 et 2021 ; Nouvel avis de clôture de bornage n° 1713 ; Avis de clôtures de bornages n°s 1520, 1633, 1748, 1820, 1824, 1832, 1854, 1967 et 2073. — Conservation de Casablanca : Erratum concernant la réquisition n° 7754 ; Extraits de réquisitions n°s 7923 à 7935 inclus ; Extraits rectificatifs concernant les réquisitions n°s 4764 et 5041 ; Nouvel avis de clôture de bornage n° 4764 ; Avis de clôtures de bornages n°s 5463, 5469, 5750, 6015, 6289, 6305, 6306, 6440, 6489, 6509, 6567, 6569, 6672, 6677, 6861 et 7242. — Conservation d'Oujda : Délivrance d'un second duplicata de titre foncier concernant la réquisition n° 300 ; Extrait de réquisition n° 1345 ; Avis de clôture de bornage n° 1112. — Conservation de Marrakech : Extraits de réquisitions n°s 669, 670, 671 et 672 ; Avis de clôtures de bornages n°s 476, 477, 478, 480 et 489. — Conservation de Meknès : Extraits de réquisitions n°s 543 et 549.	1436
Annonces et avis divers.	1445

PARTIE OFFICIELLE

**DAHIR DU 1^{er} AOUT 1925 (11 moharrem 1344)
 sur le régime des eaux.**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

TITRE PREMIER

*Limites du domaine public le long des cours d'eau.
 Accession.*

ARTICLE PREMIER. — Par complément aux dispositions de l'article premier de Notre dahir du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332), tel qu'il a été modifié par Notre dahir du 8 novembre 1919 (14 safar 1338), sont compris dans le domaine public :

1° Le lit des cours d'eau permanents et non permanents ainsi que leurs sources ; celui des torrents et ravins dans lesquels l'écoulement des eaux laisse des traces apparentes ;

2° Les berges jusqu'au niveau atteint par les eaux avant le débordement et, en outre, dans les parties des cours d'eau soumises à l'influence des marées, toutes les surfaces couvertes par les marées de coefficient 120 ;

3° Les francs-bords au delà des limites ci-dessus définies ;

a) Avec une largeur de six mètres, sur les sections de cours d'eau définies ci-après : la Moulouya de son embouchure jusqu'à ses sources, le Sebou de son embouchure jusqu'à ses sources, le Bou Regreg de son embouchure au confluent de l'oued Grou, et l'oued Grou jusqu'à

2 kilomètres en amont, l'Oum er Rebia de son embouchure jusqu'à ses sources ;

b) Avec une largeur de deux mètres, sur les autres cours d'eau ou sections de cours d'eau.

ART. 2. — Si pour des causes naturelles le lit d'un cours d'eau vient à se modifier, les limites des francs-bords se déplacent suivant la largeur fixée au paragraphe 3° de l'article précédent, parallèlement au nouveau lit.

La zone comprise entre l'ancienne et la nouvelle limite des francs-bords est en cas de recul incorporée au domaine public sans indemnité au riverain, qui aura seulement la faculté d'enlever les ouvrages et installations établis par lui ainsi que les récoltes sur pied ; ladite zone est, au contraire, en cas d'avance, remise gratuitement au riverain. Le tout à charge de respecter les servitudes résultant ou pouvant résulter soit de la coutume, soit des lois et règlements.

ART. 3. — Sera incorporé au domaine public avec les francs-bords qu'il comportera, le lit nouveau qu'un cours d'eau viendrait à s'ouvrir naturellement ou sans intervention de l'homme.

Si l'ancien lit n'est pas entièrement abandonné par les eaux, les propriétaires des fonds traversés par le nouveau lit n'auront droit à aucune indemnité.

Si l'ancien lit est au contraire entièrement délaissé par les eaux, les propriétaires intéressés auront droit aux compensations suivantes.

Lorsque le lit abandonné et le lit nouveau s'ouvrent sur toute leur largeur à travers un seul et même fonds, le premier de ces lits et ses francs-bords seront déclassés et gratuitement attribués au propriétaire de ce fonds.

Lorsque les deux lits, ancien et nouveau, traverseront des fonds appartenant à des propriétaires différents, le lit ancien et ses francs-bords seront déclassés et les propriétaires riverains pourront en acquérir la propriété par droit de préemption, chacun en droit soi jusqu'à l'axe de l'ancien lit. Le prix de l'ancien lit sera fixé par des experts nommés par le président du tribunal de première instance de la situation des lieux, à la requête du directeur général des travaux publics.

A défaut par les propriétaires riverains de déclarer, dans les trois mois de la notification qui leur sera faite par le directeur général des travaux publics, l'intention de faire l'acquisition aux prix fixés par les experts, il sera procédé à l'aliénation de l'ancien lit selon les règles qui président aux aliénations du domaine de l'Etat.

Le prix provenant de la vente sera distribué aux propriétaires des fonds occupés par le nouveau cours, à titre d'indemnité, dans la proportion de la valeur du terrain enlevé à chacun d'eux.

ART. 4. — Les articles 2 et 3 ci-dessus abrogent et remplacent les articles 19, 20, 21, 22 et 23 de Notre dahir du 2 juin 1915 (19 rejeb 1333) fixant la législation applicable aux immeubles immatriculés.

TITRE DEUXIEME

Droits et obligations des propriétaires

ART. 5. — Les propriétaires ont droit à l'usage des eaux pluviales tombées sur leurs fonds.

ART. 6. — Tout propriétaire peut sans autorisation creuser des puits sur son fonds, sous réserve des restrictions qui peuvent résulter des règlements de police. Il a droit à l'usage des eaux à condition de ne pas nuire à l'alimentation publique et tous droits des tiers étant respectés.

Toutefois, il y aura lieu à autorisation préalable, dans les formes indiquées à l'article 13 ci-après, si le propriétaire du fonds procède à l'aménagement de points d'eau, de captage par gravité ou de forage de puits en vue d'une irrigation ou d'un usage industriel susceptible d'entraîner une consommation supérieure à 40 mètres cubes par jour.

ART. 7. — Tout propriétaire qui voudra utiliser pour l'irrigation de son fonds des eaux dont il a le droit de disposer, peut obtenir le passage de ces eaux sur les fonds intermédiaires, à charge d'une juste et préalable indemnité.

Sont exceptés de cette servitude les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux habitations.

Les propriétaires doivent recevoir les eaux qui pourront s'écouler des terrains ainsi arrosés, sauf indemnité s'il y a lieu.

La même faculté de passage sur les fonds intermédiaires peut être accordée au propriétaire pour l'écoulement des eaux nuisibles à son fonds.

Les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'établissement de la servitude, la fixation du parcours de la conduite, de ses dimensions et de sa forme et les indemnités dues soit au propriétaire du fonds traversé, soit à celui du fonds qui recevra l'écoulement des eaux, seront portées devant les tribunaux français qui, en prononçant, devront concilier l'intérêt de l'opération avec le respect dû à la propriété.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à l'exercice des droits spéciaux de passage qui peuvent exister dans certaines régions en force des coutumes.

ART. 8. — Des zones de protection soumises à des servitudes spéciales pourront être établies autour des puits et captages d'alimentation publique.

Dans le cas où ces servitudes entraîneraient en fait l'inutilisation de parcelles effectivement mises en valeur, le propriétaire aura le droit d'exiger l'expropriation.

ART. 9. — L'Etat, les municipalités, les concessionnaires dûment autorisés auront le droit de faire procéder dans les propriétés privées aux travaux de recherches d'eau, en procédant s'il y a lieu par application du titre sixième de Notre dahir du 31 août 1914 (9 chaoual 1332) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire.

TITRE TROISIEME

Usage et aménagement des eaux

ART. 10. — Lorsque l'intérêt public l'exigera, la reconnaissance des droits acquis sur les eaux sera faite à la diligence et par les soins du directeur général des travaux publics, soit sur la demande des intéressés, soit d'office après enquête, dans les formes qui seront déterminées par un arrêté de Notre Grand Vizir.

ART. 11. — Des arrêtés du directeur général des travaux publics pris après enquête et avis du conseil de l'hydraulique et des améliorations agricoles pourront, sur certaines sections de cours d'eau, et tous droits des tiers

réservés, réglementer l'aménagement et la répartition générale des eaux entre les particuliers et les groupements industriels ou agricoles intéressés.

ART. 12. — A dater de la promulgation du présent dahir, aucune prise d'eau, aucune usine hydraulique ne pourra être établie sur les cours d'eau qu'après une autorisation ou une concession de l'Etat précédée d'une enquête publique dans les formes prescrites par un arrêté de Notre Grand Vizir.

Les autorisations ou concessions accordées antérieurement à la publication du présent dahir sont maintenues en leur forme et teneur.

ART. 13. — L'autorisation est accordée par un arrêté du directeur général des travaux publics pris après enquête et sous réserve des droits des tiers. Cet arrêté fixe la durée de l'autorisation ainsi que les conditions de prolongation ou de renouvellement éventuel.

L'autorisation confère au bénéficiaire le droit d'occuper les parties du domaine public nécessaires aux installations et de procéder aux aménagements et installations visés à l'article 15 ci-après.

Elle est précaire ; elle peut être réduite à toute époque ; elle est toujours révocable dans un intérêt public.

ART. 14. — Sont soumises au régime de la concession :

1° Les prises d'eau de plus de 100 litres seconde à l'étiage et les usines de plus de 100 poncelets ayant pour objet principal de desservir des intérêts publics ou la fourniture et la vente d'eau ou d'énergie à des tiers pour un usage quelconque ;

2° Les usines établies pour utiliser une puissance de 500 poncelets.

Les autres prises peuvent être admises au régime de la concession ou peuvent y être soumises lorsqu'un intérêt public est en jeu.

ART. 15. — Chaque concession est approuvée par un dahir pris sur la proposition du directeur général des travaux publics, après avis du conseil de l'hydraulique et des améliorations agricoles.

Le contrat de concession détermine notamment :

Le mode d'utilisation des eaux ;

Les charges et obligations particulières du concessionnaire ;

La redevance ;

La durée de la concession ;

Le délai d'exécution des diverses tranches des installations et aménagements prévus ;

S'il y a lieu, les réductions susceptibles d'être imposées par la suite au débit concédé si celui-ci n'est pas, dans les délais fixés, entièrement utilisé ;

Enfin, les conditions de rachat et celles de retour des ouvrages à l'Etat en fin de concession.

ART. 16. — La concession confère au bénéficiaire le droit :

1° D'établir, après approbation des projets par le directeur général des travaux publics, tous ouvrages destinés à utiliser le débit ou la puissance autorisée ;

2° D'occuper les parties du domaine public nécessaire à ses installations ;

3° De se substituer à l'administration pour l'expropriation ou l'occupation temporaire des terrains nécessaires.

ART. 17. — Le directeur général des travaux publics a le droit de prescrire, en cas de pénurie d'eau, des réglementations temporaires ayant pour but d'assurer l'alimentation des populations et l'abreuvement des animaux.

ART. 18. — Compte tenu des droits acquis, des réserves d'Etat pourront être créées par dahir :

1° Sur les chutes de certaines parties des bassins supérieurs des cours d'eau en vue de l'installation d'usines centrales de production de force d'intérêt général ;

2° Sur tout ou partie des eaux des dits bassins en vue d'assurer l'alimentation des prises d'irrigation ou d'alimentation publiques situées à l'aval.

ART. 19. — Tous les contrats de concession de chutes devront désormais, à peine de nullité, réserver à l'Etat la faculté de reprendre les usines hydro-électriques productrices d'énergie et de les incorporer au réseau d'intérêt général à des conditions financières fixées au contrat, avec l'obligation pour les concessionnaires de distribution d'énergie de substituer à des conditions financières équivalentes le courant du réseau d'Etat au courant antérieur.

TITRE QUATRIÈME

Police des eaux

ART. 20. — Le directeur général des travaux publics aura le droit de faire fermer d'office les prises d'eau qui, après la promulgation du présent dahir, auraient été faites sans autorisation ou seraient reconnues sans droit, et de faire réduire celles qui déverseraient un débit supérieur aux autorisations accordées ou aux réglementations temporaires arrêtées par application de l'article 16 ci-dessus.

Si, après mise en demeure, dont les délais peuvent être réduits à 24 heures en cas d'urgence, il n'est pas satisfait aux injonctions du directeur général des travaux publics, celui-ci prendra d'office et aux frais du contrevenant les mesures nécessaires, sans préjudice des peines prévues à l'article ci-après.

ART. 21. — Il est interdit :

1° D'anticiper sur les limites du domaine public ;

2° De faire des dépôts dans le lit des cours d'eau ;

3° D'y placer tous obstacles entravant la navigation, le libre écoulement des eaux et la libre circulation sur les francs-bords

4° D'y pratiquer des excavations ou des emprunts ;

5° D'y faire sans autorisation toute installation de puisage.

Il est en outre interdit :

6° De faire sans autorisation, dans les parties submersibles du territoire, des digues, levées et tous aménagements susceptibles de gêner l'écoulement des eaux d'inondation, sauf pour la protection des habitations et jardins attenants ;

7° Indépendamment des prescriptions édictées par les règlements en vigueur sur la protection des eaux destinées à l'alimentation des villes ou des agglomérations, de jeter dans les cours d'eau des matières nuisibles à l'hygiène publique et à l'alimentation des animaux.

Les infractions aux dispositions des paragraphes 1°, 2°, 3°, 4° et 5° ci-dessus rendent leur auteur passible d'une amende de 1 à 15 francs et d'un emprisonnement de un à trois jours, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les infractions aux dispositions des paragraphes 6° et 7° rendent leur auteur passible d'une amende de 16 à 500 francs et d'un emprisonnement de six jours à trois mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 22. — Les dispositions de l'article 463 du code pénal sont applicables aux infractions prévues par le présent dahir.

ART. 23. — Indépendamment des sanctions ci-dessus, l'Administration a le droit de faire procéder, aux frais du contrevenant et après mise en demeure restée sans résultat, à l'enlèvement des dépôts et épaves et à la destruction de tous ouvrages gênant la circulation, la navigation ou le libre écoulement des eaux.

Ces frais sont recouverts dans les formes prévues au titre deuxième de Notre dahir du 22 novembre 1924 (24 rebia II 1343) sur le recouvrement des créances de l'Etat.

ART. 24. — Sont spécialement chargés de constater les contraventions et délits prévus par le présent dahir, les ingénieurs des ponts et chaussées, les ingénieurs des travaux publics et de l'hydraulique, les ingénieurs adjoints, conducteurs et commis des travaux publics, les fonctionnaires et agents du service des eaux et forêts ayant le droit de verbaliser, les gendarmes et tous autres employés des dits services commissionnés et assermentés.

Peuvent également constater les contraventions et les délits ci-dessus spécifiés, les commissaires et agents de police, les officiers et chefs de brigade de gendarmerie, généralement les officiers de police judiciaire et toute personne commissionnée par l'autorité pour la surveillance des eaux et, notamment, les gardes des eaux assermentés des associations syndicales.

Les procès-verbaux sont adressés dans les dix jours de leur date à la juridiction compétente par l'agent verbalisateur.

ART. 25. — Les infractions aux dispositions des paragraphes 6° et 7° de l'article 21 ci-dessus, et tous les litiges auxquels pourra donner lieu l'application du présent dahir sont de la compétence des juridictions françaises.

TITRE CINQUIÈME

Dispositions spéciales

ART. 26. — Des arrêtés de Notre Grand Vizir détermineront :

- 1° La forme des enquêtes prescrites par les articles précédents ;
- 2° Les modèles de règlements d'eau, de cahiers des charges, ainsi que les redevances à imposer au profit de l'Etat et les règles relatives au contrôle des autorisations et concessions.

*Fait à Rabat, le 11 moharrem 1344,
(1^{er} août 1925).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 août 1925.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 1^{er} AOUT 1925

(11 moharrem 1344)

relatif à l'application du dahir du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) sur le régime des eaux.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) sur le régime des eaux,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Lorsque, par application du dahir du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) susvisé, il y aura lieu à création de zones de protection, reconnaissance de droits, réglementation de l'aménagement et de la répartition générale des eaux, installation de prises ou d'usines, création de réserves d'Etat, il sera procédé à une enquête préalable prescrite par arrêté du directeur général des travaux publics.

Les formes de cette enquête sont réglementées par les prescriptions ci-après.

ART. 2. — Les opérations préparatoires sont confiées à une commission spéciale, dont les membres sont désignés par l'arrêté du directeur général des travaux publics, et qui comprend :

- 1° Un représentant de l'autorité de contrôle ;
- 2° Un représentant de la direction générale des travaux publics ;
- 3° Un représentant de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ;
- 4° Un représentant du service des domaines ;
- 5° Un géomètre désigné par le chef du service topographique.

ART. 3. — La commission est chargée de se rendre sur les lieux, de recevoir les observations, d'entendre toute personne susceptible de lui fournir des indications propres à l'éclairer au point de vue des constatations matérielles qu'elle doit effectuer, et, notamment, le président de la chambre d'agriculture intéressée.

Lorsqu'il s'agira de cours d'eau soumis à l'influence de la marée, la commission constatera la limite de la zone convertie par les marées normales de coefficient 120, sur le rivage atlantique, et par les marées d'équinoxe, en Méditerranée.

ART. 4. — La date d'ouverture des opérations est portée, un mois à l'avance, à la connaissance du public, par voie de publications et d'affiches faites en français et en arabe.

A cet effet, et pendant tout le mois qui précède la délimitation, l'arrêté du directeur général des travaux publics prévu à l'article 1^{er} ci-dessus, ainsi qu'un extrait du projet de l'administration, sont publiés au *Bulletin officiel*. De même, ils sont publiés par voie de criée pendant tout le mois, aux jours et heures les plus propices, dans les douars et sur les marchés du caïdat par les soins des caïds et des chiouk.

Enfin ils sont, pendant le même temps, affichés dans l'endroit le plus apparent des locaux des mahakmas de cadis, de la conservation de la propriété foncière, de l'au-

torité de contrôle, du tribunal de paix et du tribunal de première instance de la situation des lieux.

Ces publications et affiches, outre l'arrêté prévu à l'article 1^{er} et la requête de l'administration, contiennent toutes précisions utiles sur le point de départ et sur la marche probable des opérations.

ART. 5. — Après avoir procédé à son enquête sur les lieux, la commission dresse procès-verbal de ses opérations et y mentionne les dires et observations des intéressés ; le procès-verbal est signé par tous les membres de la commission. Un plan des lieux, en double expédition, est joint au procès-verbal.

Le plan et le procès-verbal doivent être signés par les membres de la commission.

ART. 6. — La commission désigne un commissaire enquêteur chargé de tenir à la disposition du public, pendant un délai de dix jours, le dossier de l'affaire et le procès-verbal de la commission.

Le commissaire enquêteur reçoit les observations et réclamations des riverains et des tiers, qu'il consigne sur un registre coté et paraphé par le président de la commission.

Les observations et réclamations faites par écrit y sont annexées.

A l'expiration d'un délai de dix jours, le registre de l'enquête est arrêté par le commissaire enquêteur et envoyé immédiatement au président de la commission.

ART. 7. — La commission prend connaissance des observations et réclamations consignées au registre et, si elle le juge utile, se transporte de nouveau sur les lieux pour examiner les observations produites et modifier, s'il y a lieu, les conclusions de son enquête.

ART. 8. — Deux expéditions du plan définitif et les procès-verbaux, préalablement signés par les membres de la commission, sont transmis au directeur général des travaux publics.

ART. 9. — Les opérations de la commission sont homologuées par un arrêté viziriel auquel sont annexés un exemplaire du plan et un exemplaire du procès-verbal.

ART. 10. — Lorsqu'il s'agira de forage d'un puits dans les conditions prévues aux articles 6 et 8 du dahir susvisé du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344), l'enquête pourra être réduite à huit jours et la commission spéciale comprendra seulement le représentant de l'autorité de contrôle et celui des travaux publics.

ART. 11. — L'enquête préalable à la reconnaissance du domaine public est soumise aux formes ci-après.

L'arrêté du directeur général des travaux publics prescrivant l'enquête et le plan du bornage provisoire exécuté par le service des travaux publics sont déposés pendant un mois au siège de la circonscription de contrôle, où un registre destiné à recueillir les observations des intéressés est mis à la disposition du public.

L'enquête est annoncée dans les formes prévues à l'article 4 ci-dessus.

A l'expiration du délai de publicité, la commission prévue à l'article 2 ci-dessus se transporte sur les lieux pour recevoir les observations des riverains et entendre les

personnes susceptibles de lui fournir des indications propres à l'éclairer.

Elle émet son avis sur les observations recueillies et sur l'opportunité de maintenir ou de modifier le bornage.

Le procès-verbal de ses opérations est, avec le dossier de l'enquête et l'avis du représentant de l'autorité locale de contrôle, transmis au directeur général des travaux publics.

Il est statué comme il est dit à l'article 9 ci-dessus.

Fait à Rabat, le 11 moharrem 1344,
(1^{er} août 1925).

ABDERRAHMAN BEN EL KORCHI.
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 août 1925.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

DAHIR DU 4 AOUT 1925 (14 moharrem 1344)
autorisant la vente à la ville de Fès d'une parcelle domaniale sise à la ville nouvelle, en vue de l'édification d'un marché couvert.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à la ville de Fès d'une parcelle domaniale inscrite au registre des biens domaniaux de cette ville sous le n° 122 du plan du lotissement de la ville nouvelle, d'une superficie de 3.430 mètres carrés, telle qu'elle est figurée sur le plan annexé au présent dahir, moyennant le paiement d'une somme de cinq francs par mètre carré, soit au total dix-sept mille cent cinquante francs (17.150 fr.).

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

Rabat, le 14 moharrem 1344,
(4 août 1925).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 août 1925.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

DAHIR DU 12 AOUT 1925 (21 moharrem 1344)
 prorogeant le délai prévu pour la mise en vigueur du
 dahir du 14 février 1925 (20 rejeb 1343) relatif à la
 délivrance d'un carnet d'identité aux ouvriers et
 employés marocains.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
 élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est prorogé jusqu'au 31 décembre
 1925 le délai de trois mois prévu à l'article 3, 2° alinéa, de
 Notre dahir du 14 février 1925 (20 rejeb 1343) sur le carnet
 d'identité des ouvriers et employés marocains.

Fait à Rabat, le 21 moharrem 1344.
 (12 août 1925).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 20 août 1925.

Le Maréchal de France,
 Commissaire Résident Général,
 LYAUTEY.

DAHIR DU 22 AOUT 1925 (2 safar 1344)
 portant prohibition d'importation des oiseaux
 de basse-cour.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever
 et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Considérant l'extension prise dans divers pays par la
 peste aviaire,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est interdite l'importation en zone
 française de Notre Empire, des oiseaux de basse-cour de tou-
 tes espèces, vivants ou morts, quelles qu'en soient l'origine
 ou la provenance.

ART. 2. — Les envois d'animaux dont l'entrée est in-
 terdite par l'article ci-dessus seront détruits par les soins
 du service des douanes, s'il s'agit d'animaux morts, ou
 refoulés, s'il s'agit d'animaux vivants, tous frais engagés en
 vue de ces opérations demeurant à la charge de l'importa-
 teur.

ART. 3. — Les infractions aux dispositions du présent
 dahir seront punies d'une amende de 16 à 1.000 francs et
 d'un emprisonnement de six jours à deux mois, ou de l'une
 de ces deux peines seulement.

L'article 463 du code pénal sera toujours applicable.

Fait à Rabat, le 2 safar 1344,
 (22 août 1925).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 août 1925.

Le Maréchal de France,
 Commissaire Résident Général,
 LYAUTEY.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 17 AOUT 1925
 portant modification dans l'organisation territoriale du
 territoire du Tadla (région de Marrakech).

LE MARÉCHAL DE FRANCE, COMMISSAIRE
 RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE
 FRANÇAISE AU MAROC,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Le bureau des renseignements
 de Kasba-Tadla, créé par arrêté résidentiel du 23 mars 1918,
 est supprimé.

ART. 2. — La surveillance politique et le contrôle
 administratif des tribus Semguet et Guettaïa, précédem-
 ment assurés par le bureau de Kasba-Tadla, seront exercés
 par le bureau des renseignements du cercle de Beni Mel-
 lal.

ART. 3. — Le contrôle administratif du centre de
 Kasba-Tadla sera exercé par le bureau des renseignements
 du territoire du Tadla.

ART. 4. — Le présent arrêté prendra effet à dater du
 1^{er} septembre 1925.

ART. 5. — Le directeur général des finances, le direc-
 teur des affaires indigènes et du service des renseignements,
 le général commandant la région de Marrakech, sont char-
 gés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du pré-
 sent arrêté.

Rabat, le 17 août 1925.

LYAUTEY.

ORDRE GÉNÉRAL N° 571.

Le maréchal de France, Commissaire résident général,
 commandant en chef, cite à l'ordre des troupes d'occupation
 du Maroc, les militaires dont les noms suivent :

GOUDARD Joseph-Marie-Hilaire-Jacques, lieutenant au ser-
 vice des renseignements du Maroc.

« Le 15 juin 1925, à la tête d'un détachement de mokha-
 « zenis et partisans, s'est de nuit porté vigoureusement à
 « l'assaut d'une arête rocheuse, réputée imprenable, s'y est
 « installé rapidement malgré un feu ajusté des occupants
 « qu'il a bousculés ; a empêché, par ses dispositions judi-
 « cieuses, tout retour offensif de l'ennemi. A fait preuve, au
 « cours de l'organisation de la position, d'une infatigable
 « activité. »

MICHEL Marius, maréchal-des-logis au 20° goum mixte
 marocain.

« Dans la nuit du 14 au 15 juin 1925, à la tête de son
 « peloton, a brillamment enlevé, à la grenade, la kasba des
 « Aït Hammou ou Yahia et l'arête rocheuse de Taghzout
 « Nazzouz, facilitant de ce fait la réussite de l'opération. »

Ces citations comportent l'attribution de la croix de
 guerre des T.O.E. avec palme.

Au Q. G., à Rabat, le 31 juillet 1925.

Le Maréchal de France,
 Commissaire Résident Général, Commandant en Chef :
 LYAUTEY.

ORDRE GÉNÉRAL N° 572.

Le maréchal de France, Commissaire résident général, commandant en chef, cite à l'ordre des troupes d'occupation du Maroc, le militaire dont le nom suit :

DELAIRE Jean, capitaine, au 2^e régiment étranger d'infanterie.

« Le 15 juin 1925, a dirigé l'opération principale de Taghzout Nazouz avec méthode, décision et énergie. Se dépensant sans compter, reconnaissant lui-même les chemins d'attaque et les points d'occupation sans souci du danger, et donnant, sous le feu, le plus bel exemple d'activité et de courage. »

Cette citation comporte l'attribution de la croix de guerre des T.O.E. avec palme.

Au Q. G., à Rabat, le 31 juillet 1925.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général, Commandant en Chef :
LYAUTEY*

ORDRE GÉNÉRAL N° 573.

Le maréchal de France, Commissaire résident général, commandant en chef, cite à l'ordre des troupes d'occupation du Maroc, le militaire dont le nom suit :

MAESTRACCI Noël-François-Xavier, capitaine au service des renseignements du Maroc, chef du bureau de Sidi Redouane.

« Excellent officier de renseignements. A pris une part effective aux opérations de la colonne des Beni Mesguilda, à la tête d'un fort groupe de forces supplétives, comprenant un goum, un maghzen et 600 partisans, qui, le 22 juin, a enlevé un village Ouled Bedder fortement défendu par l'ennemi à qui il a infligé des pertes élevées. »

Cette citation comporte l'attribution de la croix de guerre des T.O.E. avec palme.

Au Q. G., à Rabat, le 31 juillet 1925.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général, Commandant en Chef :
LYAUTEY.*

ORDRE GÉNÉRAL N° 574.

Le maréchal de France, Commissaire résident général, commandant en chef, cite à l'ordre des troupes d'occupation du Maroc, les militaires dont les noms suivent :

SI OMAR BEN HOSSIN, sous-lieutenant au 66^e régiment de tirailleurs marocains, 3^e bataillon.

« Officier marocain remarquablement brave et ardent au combat. A commandé le groupe de mitrailleuses de son unité au combat du 19 mai 1925, à Bibane, avec un courage et un mépris du danger qui ont fait l'admiration de tous. A été sérieusement blessé en mettant lui-même

« une pièce en batterie contre un groupe important de dissidents qui contre-attaquaient et se trouvaient à moins de cent cinquante mètres du front de la compagnie. »

SCHUMACHER, lieutenant au 66^e régiment de tirailleurs marocains, 3^e bataillon.

« Officier d'élite, chef de section ardent, commandant sa section au combat d'une façon remarquable. S'est tout particulièrement distingué au combat de dégagement du poste de Bibane, le 13 mai 1925, en conduisant sa section à l'assaut de plusieurs positions ennemies fortement organisées et opiniâtrement défendues. Le 19 mai, au second combat de Bibane, a été sérieusement blessé, alors qu'il organisait la position sur laquelle il venait de prendre pied après une charge brillante de sa section. »

Ces citations comportent l'attribution de la croix de guerre des T. O. E. avec palme.

Au Q. G., à Rabat, le 31 juillet 1925.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général, Commandant en Chef :
LYAUTEY.*

ORDRE GÉNÉRAL N° 575.

Le maréchal de France, Commissaire résident général, commandant en chef, est heureux de porter à la connaissance des troupes l'ordre ci-après :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la guerre

ORDRE N° 7939 T. O. E.

Le président du Conseil, ministre de la guerre, décide que le 37^e RÉGIMENT D'AVIATION, cité à l'ordre des troupes d'occupation du Maroc le 9 décembre 1922 et le 18 février 1924 pour sa brillante conduite au cours des opérations, aura droit au port de la fourragère des théâtres d'opérations extérieurs.

Paris, le 11 juillet 1925.

PAUL PAINLEVÉ.

Au Q. G., à Rabat, le 6 août 1925.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général, Commandant en Chef :
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DE L'OFFICE DES P. T. T.
portant création d'agences postales.

LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES POSTES,
DES TELEGRAPHES ET DES TELEPHONES,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté du 26 juillet 1921, modifié par l'arrêté du 22 novembre 1921, déterminant les attributions des agen-

ces postales et fixant le taux de l'indemnité allouée aux gérants de ces établissements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Des agences postales sont créées à Seba Afoun et à Sidi Embarek à partir du 1^{er} septembre 1925.

ART. 2. — La gérance de ces établissements donnera lieu au paiement d'une indemnité mensuelle de 90 francs pour chacun d'eux, qui sera mandatée au nom de la Compagnie du Chemin de fer de Tanger à Fès, à Meknès.

Rabat, le 18 août 1925.

J. WALTER.

ARRÊTÉ DU CONTROLEUR CIVIL CHEF DE LA RÉGION DE RABAT

plaçant sous séquestre le terrain dit « El Arabi » sis près de la casba de Skhriat.

Nous, contrôleur civil, chef de la région de Rabat,

Vu le dahir du 29 septembre 1914, instituant le séquestre des biens allemands et austro-hongrois au Maroc ;

Vu le dahir du 3 juillet 1920 sur la liquidation de ces biens,

ARRÊTONS :

Le terrain dit « El Arabi », sis près de la casba de Skhriat, d'une superficie de 9 hectares environ, et limité :

Au nord et à l'est : par l'oued Skhriat ;

Au sud-est : par Calcel ;

Au sud-ouest : par la piste menant à la casba ;

Au nord-ouest : par le talus de la voie de 0 m. 60, est placé sous séquestre.

Rabat, le 5 août 1925.

Le contrôleur civil chef de la région, p. i.,

COMMUNAUX.

NOMINATIONS

dans la magistrature française du Maroc

Par décret en date du 6 juin 1925, ont été nommés :

Procureur de la République près le tribunal de première instance de Casablanca, M. BERNARD, avocat général près la Cour d'appel de Rabat, en remplacement de M. Rosset, qui a été nommé conseiller à la Cour d'appel de Paris.

Avocat général près la Cour d'appel de Rabat, M. JAMMET, procureur de la République près le tribunal de première instance de la même ville.

Procureur de la République près le tribunal de première instance de Rabat, M. DEJEAN, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Casablanca.

Substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Casablanca, M. DEBEAUVAIS, juge au tribunal de première instance d'Oujda.

Juge au tribunal de première instance d'Oujda, sur sa demande, M. AUZILLION, juge au tribunal de première instance de Béthune.

* * *

Par décret en date du 1^{er} août 1925, ont été nommés :

Juge suppléant rétribué au tribunal de première instance de Casablanca, M. SERRE, juge de paix d'Oujda, en remplacement de M. Mainvielle qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Rabat.

Juge de paix d'Oujda, M. MOUNIER, suppléant rétribué du juge de paix de Rabat (canton sud).

Suppléant rétribué du juge de paix de Rabat (canton sud), M. CORDIER Pierre-Eugène-Fernand, avocat.

Juge de paix de Mogador, M. ARESTEN, juge de paix de Mazagan, en remplacement de M. Cottet, dont la démission a été acceptée.

Juge de paix de Mazagan, M. DARQUIER, juge de paix de Kénitra.

Juge de paix de Kénitra, M. BOUSQUET, suppléant rétribué du juge de paix de Casablanca (canton sud).

Suppléant rétribué du juge de paix de Casablanca (canton sud), M. LONGÈRE Paul-François-Marie, licencié en droit.

Suppléant rétribué du juge de paix de Kénitra (poste créé), sur sa demande, M. RAVÈS, suppléant rétribué du juge de paix de Meknès.

Suppléant rétribué du juge de paix de Meknès, sur sa demande, M. CHIROSSEL, suppléant rétribué du juge de paix de Marrakech.

Suppléant rétribué du juge de paix de Marrakech, M. FOURNIER Pierre-Edouard, avocat.

Suppléant rétribué du juge de paix d'Oujda, M. FOISSIN Paul-François-Joseph, avocat, en remplacement de M. de Saquisannes, décédé.

PROMOTIONS, NOMINATIONS ET DÉMISSIONS DANS DIVERS SERVICES.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 21 août 1925, M. POLGE Ferdinand, chef de service de 3^e classe du personnel de l'identification judiciaire, est nommé chef de service de 2^e classe, à compter du 1^{er} août 1925.

* * *

Par décision du directeur général des finances, en date du 28 juillet 1925, M. de BORDE, rédacteur de 2^e classe du service du budget et de la comptabilité, détaché en qualité d'économiste à l'institut scientifique chérifien, est élevé à la première classe de son grade, à compter du 1^{er} mai 1925.

* * *

Par décision du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 30 avril 1925, M. LE FLOHIC Jean-François, mutilé et pensionné de guerre, ancien élève de l'école pratique d'agriculture de Rennes, est nommé agent de culture stagiaire, à compter du 1^{er} avril 1925 (emploi réservé).

Par décisions du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 11 mai 1925, sont nommés agents de culture stagiaires, à compter du 1^{er} mai 1925 :

M. LECCURT Bernard-Louis, diplômé de l'école d'agriculture et de viticulture de Philippeville, demeurant à Safi.

M. LEGE Marcel, diplômé de l'institut agricole d'Algérie, demeurant à Clermont-Ferrand.

* * *

Par arrêté du directeur général des services de santé, en date du 8 août 1925 :

M^{me} LEGEY Françoise, médecin hors classe 1^{er} échelon, est promue en qualité de médecin hors classe 2^e échelon, à compter du 1^{er} janvier 1925.

M^{me} DELANOË Génia, médecin de 3^e classe, est promue médecin de 2^e classe, à compter du 1^{er} janvier 1925.

* * *

Par décision du directeur du service des douanes et régies, en date du 9 juillet 1925 :

M. AGOSTINI Antoine, contrôleur-rédacteur adjoint de 3^e classe au service central, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} août 1925.

M. CHAIX Antoine, contrôleur adjoint de 1^{re} classe, est promu au grade de vérificateur adjoint de 3^e classe, à compter du 1^{er} août 1925.

* * *

Par arrêtés du directeur du service des impôts et contributions, en date du 20 août 1925 :

M. CONSTANTIN François-André-Charles, ingénieur agronome, domicilié à Lyon (Rhône), est nommé, à défaut de pensionné de guerre et d'ancien combattant, contrôleur de 7^e classe au service des impôts et contributions, à compter de la veille du jour de son embarquement pour le Maroc.

M. COEYTAUX Charles-Louis, ingénieur de l'école coloniale d'agriculture de Tunis, est nommé, à défaut de pensionné de guerre et d'ancien combattant, contrôleur stagiaire des impôts et contributions, à compter du 1^{er} septembre 1925, en remplacement de M. Klein, appelé à d'autres fonctions.

M. MARODON Jean-Paul-Théodore, ingénieur de l'institut agricole d'Algérie, domicilié à Alger, est nommé, à défaut de pensionné de guerre et d'ancien combattant, contrôleur stagiaire au service des impôts et contributions, à compter de la veille de son embarquement pour le Maroc.

* * *

Par arrêtés du secrétaire général du Protectorat, en date du 13 août 1925 :

Est considérée comme démissionnaire, à compter du 1^{er} avril 1925, M. DAMBRUN Jean, commis de 2^e classe au

service automobile, en disponibilité depuis plus de cinq ans.

Est considérée comme démissionnaire, à compter du 1^{er} juillet 1925, M^{me} JUIGNET, née Calmou Henriette, dactylographe de 4^e classe au service des transports, en disponibilité depuis plus de cinq ans.

* * *

Par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones du Maroc, en date du 18 juillet 1925, est acceptée à compter du 16 août 1925 la démission de son emploi offerte par M. BENEDETTI Jean, commis de 3^e classe à l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones du Maroc.

PARTIE NON OFFICIELLE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des impôts et contributions

AVIS DE MISE EN RECouvreMENT des rôles du tertib et des prestations de 1925 pour les contribuables indigènes.

L'administration a mis en recouvrement les rôles du tertib et des prestations de 1925 pour les contribuables indigènes dans les régions de Fès, Meknès, Marrakech, Tadla, Oued Zem, Chaouïa, Rabat, Rab, Doukkala, Abda Ahmar et Mogador.

Le présent avis est donné en conformité des dahirs du 10 mars 1915 sur le tertib, du 10 juillet 1924 sur les prestations, et du 22 novembre 1924 sur le recouvrement des créances de l'Etat.

Le Directeur des impôts et contributions,

PARANT.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

TAXE URBAINE

Ville de Casablanca

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe urbaine des 1^{er} et 2^e arrondissements de la ville de Casablanca, pour l'année 1925, est mis en recouvrement à la date du 1^{er} septembre 1925.

Le Directeur adjoint des finances,

MOUZON.

Institut Scientifique Chérifien - Service Météorologique

RELEVÉ DES OBSERVATIONS CLIMATOLOGIQUES DU MOIS DE JUILLET 1925

STATIONS	PLUIE		TEMPÉRATURE				OBSERVATIONS	
	Quantité en millimètres	Nombre de jours	Minima		Maxima			
			Absolute	Moyenne	Moyenne	Absolute		
Tanger	9.0	2	14.3	17.7	26.7	30.8	Pluie les 2 et 3, du 19 au 22. Brume quasi-quotidienne.	
RARB	Arbaoua	0	0			32.3	46.0	Dans la région du Rarb et de Rabat, traces de pluie les 13 et 19.
	Souk el Tleta	0	0	9.0	14.5	31.6	45.0	
	Souk el Arba	Traces		12.5	17.4	32.7	47.5	
	Mechra bou Derra	Traces		9.5	15.7	34.3	44.8	
	Petitjean							
	Douaghers	Traces		10.0	15.2	32.1	42.0	
	Kénitra	Traces		8.0	12.8	32.9	46.5	
	Karia Daouia	Traces		12.3	16.9	27.6	41.3	
Had Kourt	0	0					Siroco le 7.	
RABAT-CHAOUA-DOUKALA	Rabat	0.1	1	12.4	15.5	27.0	35.5	Dans les régions de la Chaouia et des Doukala traces de pluie les 13 et 29.
	Fédhala	0	0	14.0	16.5	23.8	29.0	
	Casablanca	Traces		12.0	15.8	26.0	32.0	
	Mazagan	Traces		9.0	10.4	23.2	29.0	
	Tifet	Traces		10.5	16.1	35.4	46.2	
	Khemisset	Traces						
	Aïn Jorra	0	0	6.0	11.3	37.2	48.0	
	Camp Marchand	0	0	9.8	15.0	36.2	42.8	
	Sidi Yahia	0	0	14.0	16.4	36.3	43.0	
	Settat	0	0	10.2	15.1	33.6	43.0	
	Sidi ben Nour	0	0	8.0	12.3	27.7	40.5	
Kourigha	0	0	10.5	16.2	32.1	41.5		
Oued Zem	0	0	10.5	16.5	37.1	45.0		
El Borouj	Traces		12.0	16.8	37.7	47.0	Siroco les 7 et 28.	
Abda, Haut-Chadma	Safi	0	0	12.0	14.2	26.1	42.0	Sur la partie sud du Maroc occidental, nuageux; orageux en fin de mois avec traces de pluie dans les Abda-Chiadma-Sous: Violents orages dans le Haut-Atlas au sud de Marrakech du 28 au 31. Siroco les 7 et 28.
	Mogador	0	0	15.0	16.5	21.1	24.7	
	Chemaïa	0	0			35.1	45.0	
	Chichaoua	Traces		10.5	14.1	32.0	42.5	
MARRAKECH	Kelâa des Srarna	3.4	3	9.5	14.6	36.5	45.1	
	Marrakech	0	0	12.1	17.1	35.4	43.8	
	Amismiz	15.0	1	12.1	15.6	33.0	40.1	
	Azilal	7.0	1	9.0	15.3	28.1	38.0	
	Bigoudine	Traces						
Agaouiar	9.0	1						
SOUS	Agadir	0	0					
	Taroudant	Traces		10.2	14.1	35.2	46.4	
	Tiznit	Traces		12.3	16.1	29.8	45.0	
Insgan	Traces		13.4	16.3	28.4	38.1		
MEKNÈS-FÈS-TAZA	Meknès	Traces		8.6	14.0	32.8	43.3	Sur la région de Meknès-Fès-Taza, orages locaux du 12 au 14, du 28 au 31.
	Fès	4.0	1	7.0	15.6	34.0	44.0	
	Aïn Siki	0	0	14.0	18.8	29.1	36.0	
	Kelâa des Sless	0	0	13.0	19.7	34.8	45.0	
	Sefrou	0	0	5.0	13.1	29.2	40.0	
	Skourra	Traces		8.2	16.5	38.1	44.5	
	Daïet Achlef	10	1	3.5	7.5	29.3	36.0	
	El Menzel	0	0	8.0	12.3	29.2	39.0	
Taza	0.6	1	11.4	18.0	33.6	42.8	Grain blanc et rafales d'W. les 28 et 29. Siroco les 7 et 28.	
							Brume sèche du 25 au 31.	

Relevé des Observations du mois de juillet 1925 (suite)

STATIONS	PLUIE		TEMPÉRATURE				OBSERVATIONS	
	Quantité en millimètres	Nombre de jours	Minima		Maxima			
			Absolue	Moyenne	Moyenne	Absolue		
TADLA	Oulmès	Traces	7.0	15.0	30.1	43.0	Brouillards matinaux les 3, 4, 7, 10. Sur le Tadla-Zaian, traces de pluie le 12 ; violents orages quotidiens du 27 au 31 avec coups de siroco et rafales de S.-W.	
	Moulay bou Azza	Traces	10.2	18.7	32.7	41.4		
	Khénifra	4.0	1	9.5	14.8	30.2		37.5
	Tadla	3.1	1	13.0	18.4	37.4		45.6
	Dar Ould Zidouh	Traces		10.5	14.0	39.5		47.5
Beni Mellal							Siroco le 7.	
Beni M'Guld	El Hajeb	4.0	1	6.0	13.1	29.4	39.0	Brouillard les 4 et 16. Nuageux orageux du 5 au 15 en montagne. Violents orages du 27 au 31 avec rafales de sud. Siroco les 7 et 28.
	Ouljet Soltane							
	Azrou	40.4	2	8.2	14.6	30.2	37.2	
	Timhadit	10.2	4	5.9	11.7	28.5	33.6	
	Bekrit	3.0	1	6.0	10.0	28.8	36.0	
Moulouya	Alemsid	Traces		8.0	16.2	30.2	36.0	Orages locaux du 10 au 15 et du 27 au 31 avec rafales de sud. Siroco les 7 et 28.
	Assaka N'Tebaïrt	28.4	3	8.0	12.4	32.5	38.0	
	Engil	4.0	2	7.0	11.9	30.4	35.0	
	Guercif	1.0	1	9.0	15.9	34.9	41.0	
	Taourirt	Traces						
	Camp Berteaux	0.5	1					
Outat el Haj	0	0	9.8	13.7	31.7	38.4		
Oujda	Berkane	2.0	2	13.0	17.3	30.1	40.2	Traces de pluie du 8 au 11 avec rafales de S.-W. et siroco. Orages du 25 au 31 avec rafales et siroco.
	Oujda	1.5	1	7.8	13.9	32.2	40.2	
	Berguent	0	0	11.0	15.8	41.5	47.0	
	Bou Denib	0.9	3	15.8	20.9			

Note sur les observations climatologiques pendant le mois de juillet 1925

Le mois de juillet 1925 a été moins chaud que d'ordinaire. Les maxima comme les minima ont été inférieurs de 2 à 3 degrés à la normale. Des hautes températures se sont produites lors des coups de siroco des 7, 8 et des 28, 29. Ces chaleurs ont été suivies d'orages violents en montagne (moyen Atlas et haut Atlas), donnant des précipitations bien supérieures à la moyenne. En plaine, on n'a recueilli que des traces de pluie, comme chaque été.

Le mois de juillet est caractérisé par la rareté des perturbations qui touchèrent le Maroc. Comme toujours, c'est la position du centre anticyclonique des Açores qui commanda le temps sur le Maroc.

Du 1^{er} au 5 juillet, cet anticyclone est à son port d'attache normal, et son bord oriental effleure les côtes espagnoles et marocaines. Le 5 juillet, sous l'influence d'un fort noyau de hausse d'ouest, l'anticyclone émet un prolongement sur l'Espagne, puis sur la Méditerranée, en même temps que son axe monte vers le nord en pivotant

autour des Açores. Corrélativement, le Maroc subit un régime de vent d'est qui cause des températures élevées.

Le 12 juillet, la pression ayant baissé sur l'Afrique du Nord, la Méditerranée et l'Espagne, ces régions se trouvent en marais barométrique jusqu'au 15 juillet. Des orages sont observés au Maroc. Puis, l'anticyclone réapparaît dans sa position du début du mois, en même temps qu'une zone de basses pressions s'étend de l'Islande au Sahara. On a un régime de vents de nord rafraîchissants.

Du 21 au 31 juillet se forme à nouveau un marais barométrique : des orages éclatent sur le Maroc. La situation redevient normale jusqu'au 27, date à laquelle une pointe anticyclonique s'avance sur le golfe de Gascogne, tandis qu'au sud se forme une dépression intéressant l'Espagne et l'Afrique du Nord. Au Maroc, se produisent de fortes chaleurs, de violentes rafales de sud-est (coups de siroco). Cette situation dure jusqu'à la fin du mois.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

EXTRAITS DE REQUISITIONS ⁽¹⁾

I. — CONSERVATION DE RABAT

Réquisition n° 2273 R.

Suivant réquisition en date du 9 juillet 1925, déposée à la Conservation le 21 du même mois, la Société des Acières de Longwy, société anonyme dont le siège social est à Mont-Saint-Martin, constituée suivant statuts en date, à Longwy du 1^{er} juin 1880, et en vertu de deux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires en date des 12 juin 1880 et 24 juin de la même année, déposées au rang des minutes de M^e Joseph-Octave Labriet, notaire à Longwy, ladite société faisant élection de domicile à Rabat, en le cabinet de M^e Homberger, avocat, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Les Acières de Longwy », consistant en terrain et constructions, située à Rabat, angle de l'avenue Marie-Feuillet et de la rue de Kénitra.

Cette propriété, occupant une superficie de 917 mètres carrés 65, est limitée : au nord, par la propriété dite « Terrain Collémarc », titre 95 C. R. ; à l'est, par l'avenue Marie-Feuillet ; au sud, par la rue de Kénitra ; à l'ouest, par la propriété dite « Immeuble n° 2 de la Société Immobilière Lyonnaise Marocaine », titre 96 C. R.

La Société requérante déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Rabat, du 2 mars 1925, aux termes duquel M. Achour Raoul-Rahim et son épouse, Mme Baruk Sarah-Clara, lui ont vendu ladite propriété ; ces derniers en étant devenus propriétaires suivant acte de vente en date, à Rabat, du 14 février 1914, intervenu avec la Société Immobilière Lyonnaise Marocaine, représentée par M. Mas Pierre-Antoine, son mandataire.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2274 R.

Suivant réquisition en date du 20 juillet 1925, déposée à la Conservation le 21 du même mois, M. Amzalag, Moïse, dit Moyses ou Mouchi, négociant, marié selon la loi mosaïque, à dame Borchilou Rachel, le 11 Eloul 5650, à Rabat, demeurant et domicilié à Rabat, impasse Martillo, n° 3, (Mellah), a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Bled Bouznika », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Amzalag I », consistant en terrain de culture et constructions, située au contrôle civil de Rabat-banlieue, tribu des Arabes, fraction des Guebabha sur la route de Rabat à Casablanca du 37^e au 38^e kilomètre.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ould el Bahloul el Guebbouhi, demeurant sur les lieux, et par l'oued Bouznika ; à l'est, par Embarek ben Mahjoub Guebbouhi, M'Barck ben Mahjoub et Mansour ben Homad, tous trois demeurant sur les lieux, et par la propriété dite « La Découverte », rég. 2078 R. ; au sud, par Driss ben Ali el Guebbouhi, sur les lieux ; Embarek ben Mahjoub et Mansour ben Homad susnommés ; à l'ouest, par Abekader Boughaba Lemmach el Aghoui, demeurant sur les lieux, douar El Agban.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de trois actes d'adoul en date des 18 jourmada I 1338 (8 février 1920), homologué, 18 jourmada II 1341 (5 février 1923) et 16 reheb 1341 (4 mars 1923) homologué, aux termes desquels Mohamed ben Bou Ghaba Semmagbi et consorts, Driss ben Abdelkader Djebouhi et sa sœur Meriem, M'Barck ben el Mahjoub Dehimi et son frère Mekki lui ont respectivement vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2275 R.

Suivant réquisition en date du 21 juillet 1925, déposée à la Conservation le même jour, M. Godart Ange-Zéphirin, colon, marié à dame Fischerkeller Marie-Jeanne, le 1^{er} décembre 1917, à Rabat, sans contrat, demeurant et domicilié à Souk el Arba du Gharb, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Bouro », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Godart III », consistant en terrain de culture et de pacage, située au contrôle civil de Souk el Arba, tribu des Ouled Deboua, fraction des Beni Maïek, à 1 km. environ avant d'arriver à Souk el Arba et à proximité de la maison cantonnière.

Cette propriété, occupant une superficie de 300 hectares, est limitée : au nord, par une piste allant de la route de Kénitra à Tanger, au hameau des Habassi et au delà par la djemâa des Ouled Debba, sur les lieux ; à l'est, par une piste dite « Amsaida » et au delà par M. Lopez, demeurant sur les lieux ; au sud et à l'ouest, par l'oued Borroun.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date du 8 hija 1343 (1^{er} juillet 1925), aux termes duquel Mohamed ben Bousselham, dit « Hedjoudj » et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2276 R.

Suivant réquisition en date du 30 mai 1925, déposée à la Conservation le 22 juillet de la même année, Mme Chagot Irma, veuve de M. Gié Etienne, décédé le 20 juillet 1922, à Had Kourt, demeurant et domiciliée à Mechra bel Ksiri, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lotissement domanial de Mechra bel Ksiri, lot n° 112 », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Immeuble Chagot », consistant en maison d'habitation et dépendances, située à Mechra bel Ksiri.

Cette propriété, occupant une superficie de 975 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue de la Gendarmerie ; à l'est, par MM. Benoit et Pinas Habibo, demeurant sur les lieux ; au sud, par M. Kecher, également sur les lieux ; à l'ouest, par une rue non-dénommée.

La requérante déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 16 rebia I 1343 (15 octobre 1924) homologué, aux termes duquel l'Etat chérifien (domaine privé) lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2277 R.

Suivant réquisition en date du 22 juillet 1925, déposée à la Conservation le même jour, M. Messod Zagoury, commerçant, marié selon la loi mosaïque, à dame Esther Ruben Beni Saya, vers 1900, à Rabat, y demeurant, impasse Mazouti, n° 9 (Mellah), agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de son frère Judah Zagoury, marié selon la loi mosaïque, à dame Sarah Roffe, vers 1895, à Macapé (Brésil), y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis à concurrence de 7/8 pour lui-même et de 1/8 pour Judah Zagoury, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Vista Allègre », consistant en maison d'habitation, située à Rabat, Mellah, impasse Mazouti, nos 4 et 6.

Des convocations personnelles sont, en outre, adressées aux riverains désignés dans la réquisition.

Toute personne intéressée peut, enfin, sur demande adressée à la Conservation Foncière, être prévenue, par convocation personnelle, du jour fixé pour le bornage.

(1) NOTA. — Les dates de bornage sont portées, en leur temps, à la connaissance du public, par voie d'affichage, à la Conservation, sur l'immeuble, à la Justice de Paix, au bureau du Cadi, à la Mahakna du Cadi, et par voie de publication dans les marchés de la région.

Cette propriété, occupant une superficie de 56 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Jacob Zagoury, demeurant à Casablanca, route de Médiouna, et par Hadj Mohamed Mouline, demeurant à Rabat, rue des Bouchers, près de la prison ; à l'est, par la rue Benitah ; au sud, par Mme veuve Abraham Lévy Provencal et son fils Jacob Provencal, demeurant à Rabat, mellah, impasse Benitah, n° 8 ; à l'ouest, par la rue Ferrandjouz et par les héritiers de Messod Trozman, à Jérusalem (Palestine), représentés par Messod Eothol, demeurant à Rabat, rue du Mellah.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte rabbinique en date du 8 tamouz 5685 (30 juin 1925).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite :
« El Hiloufi » réquisition 1713^r, sise contrôle civil de Salé, tribu des Oulad Amar, à 300 mètres à l'est de la maison forestière, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 18 mars 1924, n° 595.

Suivant réquisition rectificative en date du 4 août 1925 :

1° Mme Chuit Pierrette-Céline, veuve en premières noces de M. Bos Henri-Théodore, divorcée en deuxième noces de Weber Georges-Jacob, et épouse en troisième noces de Brillat François-Auguste ;

2° M. Bos Henri-Eugène, fils mineur de la précédente, tous deux requérants, demeurant à Lyon, rue de la République, n° 7, domiciliés à Rabat, immeuble de la Compagnie Algérienne, chez M. Caetaing, leur mandataire, agissant comme détenteurs d'un droit de gza, ont demandé que l'immatriculation de la propriété dite « El Hiloufi », réq. 1713 R., soit désormais poursuivie au nom des Habous de la mosquée El Tadlaoui de Salé, représentés par leur mandir Si el Maati Hassar, demeurant à Salé, en qualité de propriétaires et en leur nom, en qualité de titulaires d'un droit de gza.

Les requérants déclarent, qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre qu'un droit de gza leur appartenant, savoir : Mme Chuit, en vertu d'un acte d'adoul en date du 26 rejeb 1331, homologué, aux termes duquel El Ghazi ben Bou Setta es Sahli es Slaoui a cédé ledit droit à feu M. Bos, son premier mari comme ses biens susnommé et le mineur Bos pour l'avoir recueilli dans la succession de son père précité, décédé à Dar bel Hamri le 21 janvier 1914.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite :
« Sainte Jeanne II », réquisition 2021^r, sise contrôle civil de Rabat-banlieue, tribu des Haouzia, lotissement Souissi, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 16 décembre 1924, n° 634.

Suivant réquisition rectificative en date du 3 juin 1925, M. Pias Augustin, a demandé que l'immatriculation de la propriété dite « Sainte Jeanne II », réq. 2021 R., soit désormais poursuivie sous le nom de « Sainte Renée ».

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA

ERRATUM AU « BULLETIN OFFICIEL » n° 659
du 9 juin 1925.

Page 1007, réquisition 7754 C., propriété dite : « Dar Niaba Etat », n° 468, 469, 470, 1^{er} alinéa, 8^e et 9^e lignes :

Lire : « ...consistant en terrain bâti ».

Au lieu de : « ...consistant en terrain à bâtir. »

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7923 C.

Suivant réquisition en date du 24 juillet 1925, déposée à la Conservation le même jour, M. Simoni Jacob, marié *more judaico* à dame Chayon Esther à Casablanca, le 15 avril 1903, demeurant et domicilié à Casablanca, rue de Mazagan, n° 91, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Embrouk », consistant en terrain nu, située à Casablanca, à l'ouest de la route de Médiouna, à hauteur de l'école industrielle.

Cette propriété, occupant une superficie de 4.006 mq., est limitée : au nord, par le séquestre Opitz, séquestre des biens austro-allemands à Casablanca, avenue du Général-Drude ; à l'est, par la route de Médiouna ; au sud, par un chemin public non dénommé ; à l'ouest, par le séquestre Tonniez, séquestre précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 10 safar 1331 (19 janvier 1913), aux termes duquel Si Erredad ben Ali Doukkali a vendu une propriété de plus grande étendue au requérant en copropriété avec Walter Opitz et d'un acte de partage intervenu entre le séquestre des biens du dit Walter Opitz et Simony en date du 23 février 1923, attribuant au requérant la parcelle faisant l'objet de la présente réquisition.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7924 C.

Suivant réquisition en date du 17 juillet 1925, déposée à la Conservation le 24 du même mois, M. Taieb Josué, marié *more judaico* à dame Perez Alice, le 19 juin 1907, à Tunis, demeurant et domicilié à Casablanca, rue Nationale, n° 3, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Erremel X », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaoufa-nord, tribu des Zenatas, fraction des Ouled Baba Azzouz, au km. 21 de la route de Casablanca à Rabat.

Cette propriété occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Lachab ben Fatmi el Ghezouani, aux douar et fraction de Ghezouane, tribu des Zenatas ; à l'est, par la route de Casablanca à Rabat ; au sud, par Bouchaïb ould Si Ali Zenati, aux douar et fraction des Ouled Baba Azzouz ; à l'ouest, par Si Lachab ben Fatmi el Ghezouani, aux douar et fraction de Ghezouane.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Casablanca du 13 juillet 1925, aux termes duquel Abdellam ben Mohamed ben Abdallah et sa sœur Fatma lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7925 C.

Suivant réquisition en date du 20 juillet 1925, déposée à la Conservation le 24 du même mois, l'Automobile Club Marocain, société autorisée par décision du 22 juillet 1917 et déclarée d'utilité publique par dahir du 26 mars 1921, représentée par son président M. Cruel, demeurant et domicilié à Casablanca, rue Chappe, hôtel de l'Automobile-Club-Marocain, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Automobile Club », consistant en terrain avec maison et jardin, située à Casablanca, à l'angle de l'avenue du Général-d'Amade, de la rue Chappe et de la place de la Victoire.

Cette propriété, occupant une superficie de 3.000 mq., est limitée : au nord, par la rue Chappe ; à l'est, par l'avenue du Général-d'Amade ; au sud, par la place de la Victoire ; à l'ouest, par le Maghzen, représenté par le service des domaines à Casablanca.

La société requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, autres que : 1° une hypothèque de premier rang au profit du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, pour sûreté et garantie de la somme de trois cent cinquante mille francs (intérêts et accessoires),

suisant acte sous seings privés en date à Casablanca du 11 mai 1925 et 2° une hypothèque de deuxième rang au profit de l'Etat chérifien (domaine privé), pour sûreté de la somme de trois cent soixante mille francs, prix de la vente de la présente propriété, consentie à l'Automobile Club Marocain par l'Etat chérifien, suivant acte du 5 juin 1924 ; l'Etat chérifien vendeur ayant renoncé en faveur du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie susnommé au bénéfice du rang de son hypothèque, aux termes de l'acte du 11 mai 1925 susvisé, et qu'elle en est propriétaire en vertu de l'acte susvisé du 5 juin 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7926 C.

Suisant réquisition en date du 25 juillet 1925, déposée à la Conservation le même jour, Cheikh Bouchaïb ben Abdelkader ben Abdallah ben el Mejahed Salmi el Messaoudi, marié selon la loi musulmane à Fatma bent Belhout, vers 1918, agissant tant en son personnel qu'en celui de : Halima bent Lahcen ben Hadj el Miloudi, divorcée de Si Driss ben el Medjahed, en 1915, tous deux demeurant et domiciliés au douar El Bouchtine, fraction des Soualem, tribu des Ouled Ziane, a demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaires indivis dans la proportion de 2/3 pour Bouchaïb et 1/3 pour Halima, d'une propriété dénommée « El Mrs et Hamria », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Cheikh Bouchaïb I », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziane, fraction des Soualem, douar el Bouchtine, près Dar Cheikh Bouchaïb.

Cette propriété, occupant une superficie de 7 hectares, est limitée : au nord et à l'est, par Si Abderrahman ben Abdallah, au douar El Bouchtine précité ; au sud, par la piste de Bouirat au lieu dit « El Bouib » ; à l'ouest, par la piste de Bir Djedid au Houaoura.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'une moukha, en date de fin chaabane 1325 (7 octobre 1907) homologuée, constatant leurs droits de propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7927 C.

Suisant réquisition en date du 25 juillet 1925, déposée à la Conservation le même jour, Cheikh Bouchaïb ben Abdelkader ben Abdallah ben el Mejahed Salmi el Messaoudi, marié selon la loi musulmane, vers 1918, à dame Fatma bent Belhout, demeurant et domicilié à Dar Cheikh Bouchaïb, douar El Bouchtine, fraction des Soualem, tribu des Ouled Ziane, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Cheikh Bouchaïb II », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziane, fraction des Soualem, douar Bouchtine, sur l'ancienne piste d'Azemmour.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 hectares, est limitée : au nord, par Lahcen ben Lekhlif à Dar Cheikh Bouchaïb précité ; à l'est, par la piste de Bir Djedid à El M Lieb ; au sud, par Dahman ben Ahmed à Dar Cheikh Bouchaïb ; à l'ouest, par l'ancienne piste d'Azemmour.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, en date du 5 chaabane 1325 (13 septembre 1907), homologué, aux termes duquel Mohammed ben el Feqih Abderrahmane ben el Hadj el Miloudi lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7928 C.

Suisant réquisition en date du 27 juillet 1925, déposée à la Conservation le même jour, M. Kessler Albert-Henri-Georges, sujet français, marié sans contrat à dame Schneider Blanche-Elisabeth de Zajol, le 2 septembre 1921, à Budapest, ledit mariage enregistré à la légation de France en Hongrie, le 3 juillet 1923, demeurant et domicilié à Oued Bers, contrôle civil des Ouled Saïd, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « M'Quimal », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de

« Oued Fers Gare », consistant en terrain de culture et maison d'habitation, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Guedana, près de la gare d'Oued Bers.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 hectares, est limitée : au nord, par l'Oued Bers et la propriété dite « Ferme Boudoukha », réq. 7399 C., appartenant à Tayeb Boudoukha à Oued Bers ; à l'est, par la propriété dite « Ferme Boudoukha », réq. 7399 C. ; au sud, par la piste de Boulaouane ; à l'ouest, par la piste de la gare d'Oued Bers à la voie ferrée et au-delà par Si Tahar ben Maati, au douar des Ouled Si Tahar, fraction Cherkaoua, tribu des Guedana.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Casablanca du 30 avril 1925, aux termes duquel M. Delpech lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7929 C.

Suisant réquisition en date du 23 avril 1925, déposée à la Conservation le 27 juillet 1925, M. Laporta Michel, sujet italien, marié sans contrat à dame Leonforte Rosalie, le 10 août 1921, à Tunis, demeurant et domicilié au km. 30 de la route de Casablanca à Rabat, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Hebel Mekzaz », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Laporta », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenata, à hauteur du km. 30 de la route de Casablanca à Rabat.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 ha. 60 a., est limitée : au nord, par Lecheb ben Ahmed Tzamiti el Hamou Khalouk ; à l'est, par Lalla Fatma, Si Ali ben Bouazza et Mohamed bel Lhasen ; au sud, par Mohamed ben el Hattab el Meghiti ; à l'ouest, par Sliman ould Mohamed ben Cherki, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Casablanca du 20 novembre 1924, aux termes duquel Djilali ben Bouazza ben Ahmed et consorts lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7930 C.

Suisant réquisition en date du 28 juillet 1925, déposée à la Conservation le même jour, El Hadj M'Hammed ben Tahar el Maroufi el Bouiri, marié selon la loi musulmane en 1885 à Halima bent Ahmed Maroufia, en 1900 à Tozer bent Fekkak et à Mouina bent el Hadj M'Hammed, en 1905 à Khedidja bent el Fekkak, demeurant au douar Bouirat, fraction des Maarif, tribu des Mzab, contrôle civil de Chaouïa-sud, domicilié à Casablanca, rue Berthelot, n° 9, chez M° Nehilil, avocat, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Hadj M'Hammed ben Tahar I », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Mzab, fraction Maarif, douar Bouirat, entre Ain Ziou et Kaba Regada.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Layachi ben Lachmi Maroufi et Si M'Hammed ben Fekkak Maroufi ; à l'est, par le requérant et Si Ahmed ben Fekkak Maroufi ; au sud, par Taïbi ben Mohammed Maroufi ; à l'ouest, par le chemin de Casablanca à Oued Zem et au-delà par Abdesselam ben Tahar Maroufi. Tous demeurant au douar Bouirat.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu de trois actes d'adoul en date des 10 jourmada I 1321 (4 août 1903), 25 safar 1323 (21 avril 1905) et 30 ramadan 1323 (28 novembre 1905), aux termes desquels Elfekak ben Bou Elabbas et consorts (1^{er} acte), Echeikh ben Abaiza et consorts (2^e et 3^e actes) lui ont vendu des parcelles de terrain formant ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7931 C.

Suivant réquisition en date du 28 juillet 1925, déposée à la Conservation le même jour, El Hadj M'Hammed ben Tahar el Maroufi el Bouiri, marié selon la loi musulmane en 1885 à Halima bent Ahmed Maroufia, en 1900 à Tozer bent Fekkak et à Mouina bent el Hadj M'Hammed, en 1905 à Khedidja bent el Fekkak, demeurant au douar Bouirat, fraction des Maarif, tribu des Mzab, contrôle civil de Chaouïa-sud, domicilié à Casablanca, rue Berthelot, n° 9, chez M° Nehlil, avocat, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Hadj Mohammed ben Tahar II », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Mzab, fraction Maarif, douar Bouirat, entre Aïn Ziou et Kaba Regada.

Cette propriété, occupant une superficie de 70 hectares, est limitée : au nord, par M'Hammed ben Larbi Hamdaoui au douar Msaadiya, fraction des Ouled Abbou, tribu des Mzab ; Mohammed ben Labdi au douar Oulad Hadj Tahar, fraction Oulad ben Arif, tribu des Mzab ; Cheikh Hadj Mustapha ben Mohamed, au douar Oulad Abdallah, fraction Oulad ben Arif ; Larbi Larifi au douar Ouled Ahmed, fraction des Oulad ben Arif ; à l'est, par Cheikh Hadj Mustapha susnommé ; Mohammed ben Bouazza ou douar Oulad Naïm, fraction Oulad ben Arif et Abdelkrim ben Maati Limani au douar Ben Iman, fraction Oulad Lehsen, tribu des Mzab ; au sud, par la route de Casablanca à Oued Zem ; à l'ouest, par Hadj Larbi ben Mokhtar au douar Oulad Mokhtar, fraction des Oulad Abbou ; les héritiers Hadj el Mekki Hamdaoui, représentés par Mohammed ben Hadj el Mekki au douar Oulad Hadj Mekki, fraction Oulad Abbou et Si Bouazza ould Hebous au douar Msaadiya précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu de cinq actes d'adoul en date des 6 chaoual 1335 (26 juillet 1917), 1^{er} kaada 1331 (3 octobre 1913), 1^{er} kaada 1331 (3 octobre 1913), 28 rebia I 1339 (10 décembre 1920), 17 jourmada I 1337 (10 février 1919), aux termes desquels Elhadj Mohammed ben el Caïd Echerqi et son frère germain Elhadj Abdallah (1^{er} acte), le caïd Lahssen ben el Caïd Elarbi (2^e et 3^e actes), Eljilani ben Elabdi el Arifi (4^e acte) et Mohammed ben el Caïd Elhadj Ali Elarifi (5^e acte), lui ont vendu diverses parcelles formant ladite propriété.

*Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.*

Réquisition n° 7932 C.

Suivant réquisition en date du 28 juillet 1925, déposée à la Conservation le même jour, El Hadj M'Hammed ben Tahar el Maroufi el Bouiri, marié selon la loi musulmane en 1885 à Halima bent Ahmed Maroufia, en 1900 à Tozer bent Fekkak et à Mouina bent el Hadj M'Hammed, en 1905 à Khedidja bent el Fekkak, demeurant au douar Bouirat, fraction des Maarif, tribu des Mzab, contrôle civil de Chaouïa-sud, domicilié à Casablanca, rue Berthelot, n° 9, chez M° Nehlil, avocat, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Hadj M'Hammed ben Tahar III », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Mzab, fraction Maarif, douar Bouirat, entre Aïn Ziou et Kaba Regada.

Cette propriété, occupant une superficie de 80 hectares, est limitée : au nord, par le chemin de la casbah Ben Ahmed à Sidi Sbâa ; à l'est, par Si Abdesselam ben Tahar Maroufi ; Taïbi ben Mohammed ; le chemin d'Oued Zem à Casablanca ; Abdallah ben Layachi Maroufi ; ces trois riverains au douar Bouirat précité ; M'Hammed ben Larbi Larifi, au douar Oulad Cheikh, fraction des Oulad ben Arif, tribu des Mzab ; Cheikh ben Baïza et Cheikh ben Djillali, tous deux au douar Bouirat précité ; au sud, par Djillali ben Allal et M'Hammed ben el Hadj Merdjani, tous deux au douar Bouirat ; à l'ouest, par Djillali ben Taïbi, M'Hammed ben el Hadj Merdjani, Si Abdesselam ben Tahar et Mohammed ben Abdesselam, tous quatre au douar Bouirat susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, mais que dans la propriété se trouvent quatre enclaves d'une superficie approximative de un hectare chacune, appartenant : les trois premières à Abdallah et Lekhal, fils de Sid Belabbas et la quatrième à Si Ahmed et son frère Taïbi ben Mohammed el Oubiri, tous demeu-

rant au douar Bouirat précité, et qu'il en est propriétaire en vertu de vingt et un actes d'adoul en date des 10 kaada 1313 (23 avril 1896), 7 kaada 1316 (19 mars 1899), 6 jourmada I 1319 (21 août 1901), 20 chaoual 1318 (10 février 1901), 25 jourmada I 1321 (19 août 1903), 21 kaada 1321 (8 février 1904), 11 rebia II 1321 (25 juin 1904), 20 chaoual 1322 (28 décembre 1904), 4 chaoual 1322 (12 décembre 1904), 1^{er} rebia I 1322 (16 mai 1904), fin jourmada I 1322 (12 août 1904), 5 hija 1321 (22 février 1904), 17 rejeb 1323 (17 septembre 1905), 20 safar 1323 (26 avril 1905), 15 hija 1322 (20 février 1905), fin chaoual 1323 (27 décembre 1905), 13 safar 1323 (21 avril 1905), 20 moharrem 1324 (16 mars 1906), fin hija 1323 (24 février 1906), 1^{er} rebia II 1325 (14 mai 1907), 13 jourmada II 1312 (21 janvier 1924), homologués, aux termes desquels Ali ben Elhadj Abdelghefour et consorts (1^{er} acte), Mohamed ben Mohamed ben Elhamdaoui (2^e acte), Echeikh ben Bouazza (3^e acte), Abdallah ben Elayachi (4^e acte), Mohamed ben Mohammed (5^e acte), Ali ben el Hadj Abdelghefour et consorts (6^e acte), Elhadj Elarbi ben Mohammed (7^e acte), Elfekak ben Belabbès et consorts (8^e acte), Si M'Hammed ben Eljilani et consorts (9^e acte), M'Hammed ben Bouazza ben Jabeur et consorts (10^e acte), M'Hammed ben Eljilani el Elmouaq et consorts (11^e acte), Mohammed b. Bouazza ben Jabeur Eljedidi et consorts (12^e acte), Ahmed ben Eljilani ben Elmouaq (13^e acte), M'Hammed ben Bouazza ben Jabeur et consorts (14^e acte), Abdallah ben Elayachi (15^e acte), Elfekak ben Belabbès et consorts (16^e acte), Elhaj Elarbi ben M'Hammed (17^e acte), Ali ben Elhaj Abdelghefour et consorts (18^e acte), Cheikh ben Bouazza et consorts (19^e acte), Mohammed ben Abdallah Leqrafi et consorts (20^e acte) et Eljilani ben Elhaj (21^e acte), lui ont cédé leurs droits indivis dans plusieurs parcelles contiguës formant la dite propriété.

*Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.*

Réquisition n° 7933 C.

Suivant réquisition en date du 28 juillet 1925, déposée à la Conservation le même jour, El Hadj M'Hammed ben Tahar el Maroufi el Bouiri, marié selon la loi musulmane en 1885 à Halima bent Ahmed Maroufia, en 1900 à Tozer bent Fekkak et à Mouina bent el Hadj M'Hammed, en 1905 à Khedidja bent el Fekkak, demeurant au douar Bouirat, fraction des Maarif, tribu des Mzab, contrôle civil de Chaouïa-sud, domicilié à Casablanca, rue Berthelot, n° 9, chez M° Nehlil, avocat, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Meris de la Gada », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Hadj M'Hammed ben Tahar IV », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Mzab, fraction Oulad Chebana, douar Abadla, à 15 km. au sud-ouest de Ben Ahmed.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par Si M'Hammed ben Ali el Maroufi el Hamdaoui, au douar Mouak, fraction Maarif, tribu des Mzab ; à l'est, par Hadj Mohammed Ritoumi, au douar Beni Ritou, fraction du même nom, tribu des Mzab ; Si M'Hammed ben Ali el Maroufi el Hamdaoui précité et Larizi ben Zemmouri Chebani, aux douar et fraction Abadla, tribu des Mzab ; au sud, par Si Mohammed Chebani el Bedboudi au douar Msaïdat, fraction Oulad Chebana, tribu des Mzab ; à l'ouest, par le chemin de l'oued Mazer au souk Djemâa des Riâh.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 16 rejeb 1329 (13 juillet 1911), aux termes duquel Ahmed dit « Elkhe-lifa » ben Abdallah ben Ettahar et sa mère Ezzohra bent el Mekki Elhariziya lui ont vendu la dite propriété.

*Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.*

Réquisition n° 7934 C.

Suivant réquisition en date du 30 avril 1925, déposée à la Conservation le 29 juillet 1925, M. Terras Louis-Lucien-Sulpicc, marié sans contrat à dame Allègre Elisabeth, le 24 septembre 1904, à Seignes (Var), demeurant à Mazagan, rue du Marché, agissant tant en son nom que comme copropriétaire de M. Rouquette Raymond-Guillaume-Antoine, marié sans contrat à dame Puysegur Elvire, le 22 mai 1920, à Fès, demeurant à Safi et domiciliés à Mazagan, rue du Marché, chez M. Terras, a demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaires indivis dans la proportion de moitié chacun d'une propriété dénom-

mée « Bled M'Difa et Bled Bayada », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Terroud », consistant en terrain de culture, située banlieue de Mazagan, au km. 3 de la route de Mazagan à Casablanca, entre le champ de courses et le cimetière.

Cette propriété, occupant une superficie de 14 hectares, 44 ares, comprenant deux parcelles, est limitée :

Première parcelle. — Au nord, par la route de Mazagan à Casablanca ; à l'est, par le cimetière (Habous de Mazagan) et par le chef du génie à Casablanca ; au sud, par une piste et M. Cohen, à Mazagan, place Joseph-Brudo ; à l'ouest, par le champ de courses (service des domaines à Mazagan).

Deuxième parcelle. — Au nord, par une piste et M. Cohen précité ; à l'est, par le Moghzen, représenté par le service des domaines à Mazagan ; au sud, par Si Tibary, khelifat du pacha de Mazagan ; à l'ouest, par Si Abdelatif Tazi, à Mazagan.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire avec M. Rouquette, en vertu : 1° de deux actes d'adoul, en date du 18 moharrem 1342 (31 août 1923), aux termes desquels le Maghzen a vendu la totalité de la dite propriété à M. Terras ; 2° d'un acte sous seings privés, en date à Mazagan du 30 avril 1925, aux termes duquel M. Terras a cédé la moitié indivise de la dite propriété à M. Rouquette.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7935 C.

Suivant réquisition en date du 30 avril 1925, déposée à la Conservation le 29 juillet 1925, M. Terras Louis-Lucien-Sulpice, marié sans contrat à dame Allègre Elisabeth, le 24 septembre 1904, à Seignes (Var), demeurant à Mazagan, rue du Marché, agissant tant en son nom que comme copropriétaire de M. Rouquette Raymond-Guillaume-Antoine, marié sans contrat à dame Puysegur Elvire, le 23 mai 1920, à Fès, demeurant à Safi et domiciliés à Mazagan, rue du Marché, chez M. Terras, a demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaires indivis dans la proportion de moitié chacun d'une propriété dénommée « Saniat el Homeidi et Saniat el Amra », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Eliselvi », consistant en terrain de culture, située banlieue de Mazagan, à 150 m. au nord-est du château d'eau de Sidi Moussa, en bordure du chemin et d'un boulevard projetés.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 hectares, 63 ares, 15 centiares, est limitée : au nord, par les héritiers de Hadj Smain Bouhadou, représentés par Mohammedould bent el Hadj Smain Bouhadou à Mazagan, rue du Commandant-Bolelli, n° 12 ; à l'est, par les héritiers Hadj Smain précités, les héritiers de M. Ruiz, Raphaël, représentés par Mme veuve Ruiz, à Mazagan et M. Kirano, interprète au contrôle des domaines à Mazagan ; au sud, par le chemin de Sidi Moussa ; à l'ouest, par le boulevard projeté et M. Pépé Demaria à Mazagan.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire avec M. Rouquette, en vertu : 1° de deux actes d'adoul en date du 18 moharrem 1342 (31 août 1923), aux termes desquels le Maghzen a vendu la totalité de la dite propriété à M. Terras ; 2° d'un acte sous seings privés en date à Mazagan du 30 avril 1925, aux termes duquel M. Terras a cédé la moitié indivise de ladite propriété à M. Rouquette.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Immeuble du Petit Duc », réquisition 4764^c, sise à Casablanca, quartier Mers Sultan, avenue Mers Sultan, dont l'extrait de réquisition et un extrait rectificatif ont été publiés aux « Bulletins Officiels », des 28 février 1922, n° 488 et 23 octobre 1923, n° 474

Suivant réquisition rectificative en date du 5 août 1925, M. Jamin Henri, géomètre assermenté à Casablanca, rue de l'Horloge, mandataire de MM. Rolland Lucien et Ridereau Edouard, suivant pouvoirs déposés à la Conservation, a demandé l'immatriculation de la propriété dite « Immeuble du Petit Duc », réq. 4764 C., soit désormais poursuivie tant au nom de M. Ridereau Edouard,

co-requérant, qu'en celui de M. Rolland Lucien, marié à dame Bruncau Madeleine, le 24 février 1918, à Tours, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu par M^e Viot, notaire au dit lieu, le 19 février 1918, domicilié à Casablanca, chez M. Jamin, susnommé, dans la proportion de 36,30 % pour le premier et de 63,70 % pour le second.

M. Rolland Lucien venant aux droits de M. François Rolland, co-requérant primitif, décédé à Vaucresson, le 17 juillet 1922, comme étant son seul et unique héritier, ainsi qu'il résulte d'un acte de notoriété en date du 12 août 1923, aux minutes de M^e Viot, notaire à Tours, et en vertu d'une déclaration du 6 juillet 1925, de M^{me} Berthe Tessier, veuve François Rolland, reconnaissant que toutes les acquisitions faites antérieurement au Maroc par feu M. Rolland François, son mari, ont été faites exclusivement pour le compte de M. Rolland Lucien, susnommé.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Ferme Garcia », réquisition 5041^c, sise à Casablanca, avenue Mers Sultan prolongée, sur l'oued Goréa, dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 6 juin 1922, n° 502.

Suivant réquisition rectificative en date du 2 août 1925, Mohamed ben Mustapha Bouchentouff, marié à dame Zohra bent Aballali Yagob, en 1923, à Salé, demeurant à Casablanca, 71, rue de l'Horloge, a demandé que l'immatriculation de la propriété susvisée soit poursuivie en son nom personnel et sous la nouvelle dénomination de « Bouchentoufa », en vertu d'un procès-verbal d'adjudication immobilière en date du 25 juillet 1925, aux termes duquel il a été déclaré adjudicataire de cet immeuble.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

III. — CONSERVATION D'OUIDA

AVIS

prescrit par l'article 101 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913)

Délivrance d'un second duplicata de titre foncier

Le conservateur de la propriété foncière soussigné a l'honneur de prévenir le public que Dkhissiould Ali ben Amri, caïd de la tribu des Triffas (Beni Snassen), demeurant et domicilié à Triffa, a demandé la délivrance d'un nouveau duplicata du titre foncier n° 300 O. de la propriété dite « Bled Dkhissi I », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Haouaras, à 12 kilomètres environ au nord de Berkane, à l'intersection des pistes d'Aïn Zebda à Smia, et de Sidi-Blassas à Aïn el Mellah, dont il est propriétaire, le duplicata primitivement délivré ayant été perdu par M. Morlot, d'Aïn Regada, à qui il avait été confié.

Toute personne intéressée peut, dans le délai de quinze jours de la publication du présent avis formuler toute opposition que de droit à cette délivrance.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
G. MOREAU.

Réquisition n° 1345 O.

Suivant réquisition en date du 30 juillet 1925, déposée à la Conservation le même jour, M. Bourdon Fernand, agriculteur, marié à dame Pelletier Reine, à Martimprey, le 12 juillet 1922, sans contrat, demeurant et domicilié à Martimprey-du-Kiss, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Azren », consistant en terres de culture, situées contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Taghdjiret, à 5 kilomètres environ à l'ouest de Martimprey, à proximité de la route de ce centre à Berkane et du lieu dit « Aichoun ».

Cette propriété, occupant une superficie de dix hectares environ, est limitée : au nord, par 1° Ahmed ben Mokhtar ; 2° Rahba el Mokad-dem ; 3° Mohamed ben Kada, sur les lieux ; à l'est, par 1° Meksen Erichi ; 2° Nacer Zaimi, sur les lieux ; au sud, par Fakir Mohamed

ben Moussa, sur les lieux ; à l'ouest, par Mohamed ben Kaddour, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 8 chaoual 1342 (2 mai 1925), n° 509, homologué, aux termes duquel Mohamed ben Mimoun lui a vendu cette propriété.

*Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
G. MOREAU.*

V. — CONSERVATION DE MARRAKECH

Réquisition n° 669 M.

Suivant réquisition en date du 25 juillet 1925, déposée à la Conservation le même jour, Si Bouali ben Saïd Doukkali, marié selon la loi musulmane, à dame Ghenou bent Zaouia el Hachemi, vers 1900, au douar Ouléd Zadnass, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Rekia bent Abbès, veuve de Ahmed ben Saïd, décédé il y a un an environ, au douar Oulad Zadnass susvisé ; 2° Mohammed ben Ahmed ben Saïd Doukkali, célibataire, né vers 1910, au même douar ; 3° Bouchaïb ben Ahmed ben Saïd Doukkali, célibataire, né vers 1913, au même douar ; 4° Saïd ben Ahmed ben Saïd Doukkali, célibataire, né vers 1915, au même douar ; 5° Fatima bent Ahmed ben Saïd Doukkali, célibataire, née vers 1918, au même douar, demeurant tous douar Oulad Zadnass, tribu des Rehamna, et faisant élection de domicile à Marrakech, zaouia de Sidi bel Abbès, chez le caïd El Ayadi el Hachemi, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis dans les proportions de 8/16 pour Bouali ; 1/16 pour Rekia ; 2/16 pour Mohammed ; 2/16 pour Bouchaïb ; 2/16 pour Saïd ; 1/16 pour Fatima, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddan el Besbass », consistant en terrains de culture, située cercle des Rehamna Segharna, tribu des Rehamna, fraction des Oulad M'Taa, douar Oulad Tadnass, à 7 km. à l'est de Souk el Arba des Skours.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 hectares, est limitée : au nord, par Ahmed ben Allal Zadnassi ; à l'est, par Mohammed ben Allal Zadnassi, demeurant tous douar Oulad Zadnass ; au sud, par Si Kaddour ben M'Hamed Raha'i, demeurant douar Oulad Deyen ; à l'ouest, par Allal ben Djilali Zadnassi et son frère Azouz ben Djilali, demeurant douar Oulad Zadnass.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires : 1° Bouali pour l'avoir acquis en copropriété avec son frère Ahmed ben Saïd de Fatma bent el Fathmi et consorts, suivant acte d'adoul en date du 4 chaoual 1328 (9 octobre 1910), homologué ; 2° Rekia, Mohammed, Bouchaïb, Saïd et Fatima pour en avoir recueilli la moitié indivise dans la succession de Ahmed ben Saïd susnommé.

*Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech p. i.,
EUZEN.*

Réquisition n° 670 M.

Suivant réquisition en date du 28 juillet 1925, déposée à la Conservation le même jour, M. Abitbol Judah-Hedan-Meyer, commerçant, marié à dame Tourjeman, le 31 avril 1922, à Marrakech, sous le régime de la loi mosaïque, demeurant et domicilié à Marrakech-Mellah, rue des Ecoles, n° 12 et 14, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Arst Si Saïd », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Abitbol Arst Saïd », consistant en terrain à bâtir, situé à Marrakech, rue R'Mila.

Cette propriété, occupant une superficie de 3.200 mètres carrés environ, est limitée : au nord, par une place publique ; à l'est, par Si Mohammed ben Abderrahman el Mohtassch el M'Tougui, demeurant à Marrakech ; au sud, par la rue R'Mila ; à l'ouest, par un passage public entre la rue R'Mila et l'avenue de la Koutoubia.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 26 jourada II 1343 (janvier 1925), homologué, aux termes duquel Si Mohammed ben Abderrahman el M'Tougui lui a vendu ladite propriété.

*Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech p. i.,
EUZEN.*

Réquisition n° 671 M.

Suivant réquisition en date du 6 juillet 1925, déposée à la Conservation le 3 août 1925, Hadj Mekki ben Mohammed ben Himoud, sujet marocain, marié selon la loi musulmane, à Aïcha bent Fekki Saadli, faisant élection de domicile chez M° Misk Charles, avocat à Safi, place du R'bat, a demandé, en qualité de titulaire de la moitié indivise d'un droit de zina, l'immatriculation au nom des Habous de la mosquée de Safi, dite « Habous el Mesjed », d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Hamman el Kebir », consistant en construction à usage de hamman, située à Safi, Djamaa Seghira, n° 15 et rue de l'Eglise, n° 6.

Cette propriété, occupant une superficie de 400 mètres carrés, est limitée : au nord, par Si Ahmed ben Si Aïssa Aomar, demeurant à Safi, rue Djamaa-Seghira, n° 67 ; à l'est, par MM. Merran Simon et Salomon, demeurant à Safi, rue de l'Eglise ; au sud, par les Habous, représentés à Safi par Moulay M'Hamed Belghiti ; à l'ouest, par la rue Djamaa Seghira.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que la moitié indivise d'un droit de zina à son profit lui provenant de l'acquisition qu'il en a faite du taleb Djilali ben Taïb ben Hima, suivant acte d'adoul en date du 21 jourada II 1329 (19 juin 1911), homologué, ledit acte complété par ceux en date de rejeb 1329 (juin 1911) et 7 rebia I 1343 (16 octobre 1924), aux termes duquel une contestation formulée par les héritiers de Hadj Mohammed ben Hamed el Ouazani a été aplanie ; l'autre moitié indivise ayant été acquise par les Habous susvisés et que ces derniers en sont propriétaires du sol en vertu d'actes arabes en leur possession.

*Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech, p. i.,
EUZEN.*

Réquisition n° 672 M.

Suivant réquisition en date du 4 août 1925, déposée à la Conservation le même jour, M. Rosilio de Isaac Abraham, négociant, Marocain, marié à Mogador, le 29 Sbat 5680 (1890), à dame Hemuna Relibo, sous la loi mosaïque, représenté par M. Messod Rosilio, son mandataire, demeurant à Mogador, et domicilié rue de l'Adjudant-Pain, à Mogador, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée : « Immeuble Weiss et Maur », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Immeuble A. Rosilio n° 1 », consistant en construction à usage de maison et de fondouk, située à Mogador, rue du Consulat de France, n° 3.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.053 mètres carrés environ, est limitée : au nord, par 1° le Domaine privé de l'Etat chrétien ; 2° M. Macklouf Rosilio, demeurant à Mogador, rue de la Squala ; à l'est, par la rue du Consulat de France ; au sud, par 1° M. Erami Bitton, demeurant rue du Consulat de France, n° 1 ; 2° M. Abraham Isaac Lévy, demeurant rue Nicolas-Paquet, n° 2 ; 3° par M. David Ohayon, demeurant rue Nicolas-Paquet ; à l'ouest, par la place « Squala ».

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de l'adjudication à son profit, suivant procès-verbal du 25 mars 1925 de la Gérance générale des séquestres de guerre (séquestre des biens Marx et Cie, Weiss et Maur et Von Maur).

*Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech p. i.,
EUZEN.*

V. — CONSERVATION DE MEKNÈS

Réquisition n° 548 K.

Suivant réquisition en date du 28 juillet 1925, déposée à la Conservation le 22 juillet 1925, M. Delagarde André-Arsène, célibataire, agriculteur, demeurant et domicilié à Meknès-banlieue, aux Aït Yazem, lot de colonisation n° 11, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lot n° 11 des Aït Yazem », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Telaar Ouhilide », consistant en terrains de labours avec maison et bâtiments d'exploitation, située à Meknès-banlieue, au lot n° 11 des Aït Yazem.

Cette propriété, occupant une superficie de 290 hectares, est

limitée : au nord, par la propriété dite « Haddou el Hadj », réq. 390 K., à M. Boudy, et par M. Durys, colons sur les lieux ; à l'est, par la tribu des Beni M'Tir, représentée par son caïd ; au sud, par la propriété dite « Domaine du Mouzeguer », réq. 512 K., à M. Marsault, et la piste de Bou Fekrane ; à l'ouest, par la piste de Meknès à Agourai et au delà la tribu des Guerouane du Sud, représentée par son caïd.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que les obligations et conditions prévues au cahier des charges établi pour parvenir à la vente du lotissement et à l'article 3 du dahir du 22 mai 1922 portant notamment interdiction d'aliéner sans autorisation du service des domaines et affectation de l'immeuble à la sûreté du solde du prix de vente par hypothèque au profit de l'Etat chérifien, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'attribution en date, à Rabat, du 29 août 1923, aux termes duquel l'Etat chérifien lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès,
ROLLAND.

Réquisition n° 549 K.

Suivant réquisition en date du 27 juillet 1925, déposée à la Conservation le 28 juillet 1925, Si Mohamed ben Boubeker Jamaï, marié selon la loi musulmane, demeurant à Fès-Médina, derb El Heggar, et domicilié chez son mandataire, M^e Bertrand, avocat à Fès, immeuble de la Compagnie Algérienne, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Bled el Arsat Jamaï », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Arsat Jamaï », consistant en terrain de culture, en partie planté d'arbres fruitiers, située à Fès-banlieue (Ouled Jamaï).

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Moulay Mustapha ould Sidi Ami Lalaoui, cadî de Marrakech ; à l'est, par l'oued Sebou ; au sud et à l'ouest, par le requérant.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia homologuée en date du 26 ramadan 1339 (3 juin 1921).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès,
ROLLAND.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES (1)

I. — CONSERVATION DE RABAT

NOUVEL AVIS DE CLOTURE DE BORNAGE

Réquisition n° 1713 R.

Propriété dite : « El Hiloufi », sise contrôle civil de Salé, tribu des Ouled Amar, à 300 mètres à l'est de la maison forestière.

Requérants : les Habous de la mosquée El Tadaoui de Salé, représentés par leur nadir Si el Maati Hassar, demeurant à Salé, en qualité de propriétaires ; Mme Chuit, épouse Brillat, et M. Bos Henri-Eugène, son fils mineur, demeurant tous deux à Lyon, rue de la République, n° 7, et domiciliés à Rabat, immeuble de la Compagnie Algérienne, chez M. Castaing, leur mandataire, en qualité de titulaires d'un droit de gza.

Le bornage a eu lieu le 9 décembre 1924.

Le présent avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* du 23 juin 1925, n° 661.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 1520 R.

Propriété dite : « Bled Gueddari Salé », sise contrôle civil de Salé, banlieue de Salé, lieudit Ras el Ma, à 300 mètres environ à l'est de la gare des voyageurs de Salé.

Requérant : Mohamed ben M'Hamed Hasnaoui Mektari Hochi Gueddari, caïd de la tribu des Mektar, demeurant et domicilié à Dar Gueddari, tribu des Mektar, contrôle civil de Mechra bel Ksiri.

Le bornage a eu lieu le 5 novembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 1633 R.

Propriété dite : « Biton II », sise contrôle civil de Kénitra, tribu des Ouled Slama, fraction des Bouchtyines, lieudit R'mel, à proximité de la route de Kénitra à Tanger et à 1 km. 500 environ de Kénitra.

Requérant : M. Biton Jacob, propriétaire, demeurant et domicilié à Kénitra.

Le bornage a eu lieu le 17 mars 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 1748 R.

Propriété dite : « Bled Ouled Attia », sise contrôle civil de Kénitra, tribu des Seflane, douar des Ouled Attia, près du marabout de Sidi Abdallah.

Requérante : la djemâa des Ouled Attia, tribu des Seflane, contrôle civil de Kénitra, représentée par 1° Si Mohamed ben el Fkih-Si Kacem el Attaoui ; 2° Taieb Si Bouselham ben Si Bouazza el Attaoui, ses mandataires, tous deux demeurant et domiciliés au douar des Ouled Attia, tribu des Seflane, et autorisés par M. le Directeur des Affaires indigènes, tuteur des collectivités indigènes.

Le bornage a eu lieu le 9 mars 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 1820 R.

Propriété dite : « Dekhila », sise cercle d'Ouezzan, bureau des renseignements de Had Kourt, tribu des Beni Malek, douar Guettara, à 10 km. au sud d'Had Kourt, sur la rive droite de l'oued R'dat.

Requérante : la Compagnie Foncière et Agricole du Maroc, société anonyme dont le siège social est à Paris, 47, boulevard Hausmann, représentée par M. Louis Noël, son directeur, demeurant à la Karia ben Aouda, par Souk el Arba du Gharb, et faisant élection de domicile à Rabat, chez M^e Homberger, avocat.

Le bornage a eu lieu le 3 mars 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 1824 R.

Propriété dite : « Feddan Rouadjah », sise cercle d'Ouezzan, bureau des renseignements d'Had Kourt, tribu des Beni Malek, douar des Ouled Rouazah.

Requérante : la Compagnie Foncière et Agricole du Maroc, société anonyme dont le siège social est à Paris, 47, boulevard Hausmann, représentée par M. Louis Noël, son directeur, demeurant à la Karia ben Aouda, par Souk el Arba du Gharb, et faisant élection de domicile à Rabat, chez M^e Homberger, avocat.

Le bornage a eu lieu le 2 mars 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 1832 R.

Propriété dite : « Dar Filaal II », sise à Rabat, derrière la gare de chemin de fer de 0 m. 60, rue non dénommée, près du cimetière israélite.

Requérants : 1° Mustapha ben Boubeker Filaal ; 2° Mohamed ben Boubeker Filaal, tous deux entrepreneurs de mosaïques, demeurant et domiciliés à Rabat, rue Filaal, n° 5.

Le bornage a eu lieu le 1^{er} avril 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

(1) Nota. — Le dernier délai pour former des demandes d'inscription ou des oppositions aux dites réquisitions d'immatriculation est de deux mois à partir du jour de la présente

publication. Elles sont reçues à la Conservation, au Secrétariat de la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi.

Réquisition n° 1854 R.

Propriété dite : « Menzeh Bab Messedek », sise à Salé, quartier Bab el Msedeq, rue Dar el Hassouni.

Requérant : Hadj Mohamed Sbihi, pacha de Salé, demeurant et domicilié à Salé.

Le bornage a eu lieu le 19 janvier 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 1967 R.

Propriété dite : « Daya Touila », sise contrôle civil des Zaërs, tribu des Ouled K'tir, route de Rabat à Camp Marchand, à 1 km. au sud d'Aïn el Aouda.

Requérant : M. Collignon Henri-René, imprimeur-papetier, demeurant à Médéa (Alger), et domicilié chez M. Collignon Fernand, à Aïn el Aouda.

Le bornage a eu lieu le 25 mai 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2073 R.

Propriété dite : « Villa Hélène », sise à Rabat, rue de la Marne.

Requérant : M. Bernard Antoine-Maurice, actuellement chef de bureau à la Direction générale des travaux publics, anciennement sous-chef de bureau au Secrétariat général du Protectorat, demeurant et domicilié à Rabat, rue de la Marne.

Le bornage a eu lieu le 20 mars 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA**NOUVEL AVIS DE CLOTURE DE BORNAGE****Réquisition n° 4764 C.**

Propriété dite : « Immeuble du Petit Duc », sise à Casablanca, quartier Mers-Sultan, avenue Mers-Sultan.

Requérants : M. Rolland Lucien, demeurant à Paris, 1, rue Raffet, et M. Ridereau Edouard, demeurant à Château-Lavallière (Indre-et-Loire), tous deux domiciliés chez M. Jamin, 55, rue de l'Horloge, à Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 5 avril 1923.

Le présent avis annule ceux parus aux B. O. des 17 juillet 1923, n° 560, et 23 octobre 1923, n° 574.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES**Réquisition n° 5468 C.**

Propriété dite : « Feddan Bibi », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction des Ouled Abbou, douar Ouled Messaoud, lieudit « Aïn el Guedid ».

Requérants : 1° Taleb Ali ben Bouazza ; 2° Mouina bent Ali bel Hosseine ; 3° Aïcha bent Ahmed el Abied ; 4° Boubeker ben Bouazza ; 5° Abderrahman ben Bouazza ; 6° Othman ben Bouazza ; 7° Aïcha bent Bouazza ; 8° Sidi Mohamed ben Bouazza ; 9° Abdallah ben Bouazza ; 10° Fatma bent Bouazza ; 11° Rebeïa bent Bouazza ; 12° Khedoudj bent Bouazza ; 13° El Miloudi ben Bouazza, tous domiciliés chez le premier, à Casablanca, 36, rue de Rabat.

Le bornage a eu lieu le 26 mai 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 5469 C.

Propriété dite : « El Keraker », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction des Ouled Abbou, douar Ouled Messaoud, lieudit « Aïn el Guedid ».

Requérants : 1° Taleb Ali ben Bouazza ; 2° Mouina bent Ali bel Hosseine ; 3° Aïcha bent Ahmed el Abied ; 4° Boubeker ben Bouazza ; 5° Abderrahman ben Bouazza ; 6° Othman ben Bouazza ; 7° Aïcha bent Bouazza ; 8° Sidi Mohamed ben Bouazza ; 9° Abdallah ben

Bouazza ; 10° Fatma bent Bouazza ; 11° Rebeïa bent Bouazza ; 12° Khedoudj bent Bouazza ; 13° El Miloudi ben Bouazza, tous domiciliés chez le premier, à Casablanca, 36, rue de Rabat.

Le bornage a eu lieu le 26 mai 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 5750 C.

Propriété dite : « Terrain Savoy », sise à Casablanca, nouvelle ville indigène, rue du Four.

Requérants : MM. Cohen Simon, Haïm, Moses, Elie et Phinéas, domiciliés 26, place Brudo, à Mazagan.

Le bornage a eu lieu le 25 mai 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6015 C.

Propriété dite : « Sidi Larbi V », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Camp Boulhaut, tribu des Ziada, fraction des Fedda'et.

Requérante : la Compagnie Marocaine, domiciliée en ses bureaux, à Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 25 février 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6289 C.

Propriété dite : « Asayag IV », sise à Casablanca, quartier Ben Slimane, route de Médiouna.

Requérant : M. Mosès R. Asayag, demeurant à Casablanca, 191, avenue du Général-Drude.

Le bornage a eu lieu le 26 mai 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6305 C.

Propriété dite : « Mohamed Baschko I », sise à Settat, quartier d'El Haït.

Requérant : Ahmed ben M'Barek Baschko, demeurant et domicilié à Casablanca, impasse El Medra, n° 6.

Le bornage a eu lieu le 10 mars 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6306 C.

Propriété dite : « Mohamed Baschko II », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, lieudit « Dar Cheikh Dahan », sur la route de Mazagan, au km. 8.

Requérant : Ahmed ben M'Barek Baschko, demeurant et domicilié à Casablanca, impasse El Medra, n° 6.

Le bornage a eu lieu le 15 janvier 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6440 C.

Propriété dite : « Les Mûriers II », sise contrôle civil de Chaouïa-sud, banlieue de Settat, près le champ de courses.

Requérant : M. Ambard Emile-Célestin, demeurant à Settat et domicilié à Casablanca, 217, boulevard de la Liberté, chez M. Marage Paul.

Le bornage a eu lieu le 7 mars 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6489 C.

Propriété dite : « Feddan el Asri Etat », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction des Hafafra.

Requérant : l'Etat chrétien (domaine privé), représenté par M. le Chef du Service des domaines à Rabat, et domicilié au contrôle des domaines à Casablanca, rue Sidi Bou Smara, n° 11.

Le bornage a eu lieu le 10 mars 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6509 C.

Propriété dite : « Alassio III », sise à Casablanca, rues de la République, Ringel et du Jardin.

Requérants : M. Carlo Garassino et Mlle Anna Garassino, demeurant à Casablanca, 30, rue de la Croix-Rouge.

Le bornage a eu lieu le 25 mai 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6567 C.

Propriété dite : « El Ouarda », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, Ouled Ahmed, à 14 km. de Casablanca, sur la route de Mazagan.

Requérants : 1° Oum el Kheir bent Ali ben Youssef ; 2° Ahmed ben Ouadoudi ; 3° Amena bent Ouadoudi, tous demeurant et domiciliés à Casablanca, rue Krantz, derb Ben Abdallah Seffedj.

Le bornage a eu lieu le 14 janvier 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6569 C.

Propriété dite : « El Cedera », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Camp Boulhaut, tribu des Ziada, fraction des Fedalete, douar El Ameur.

Requérant : M. Morera Michel-Antoine, demeurant et domicilié à El Amour, près Camp Boulhaut.

Le bornage a eu lieu le 24 février 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6672 C.

Propriété dite : « Ardh el Baraka », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Camp Boulhaut, tribu des Ziada, douar Qouassem, au km. 37 de la route n° 106, à 3 km. au sud de la route, sur la piste de Kedija.

Requérant : le Fequih Sidi Mohammed Souffi bel Caïdi Ziadi, domicilié à Casablanca, 34, rue Djemâa Chleuh.

Le bornage a eu lieu le 27 février 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6677 C.

Propriété dite : « Virginie », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, à Ain Seba, sur la piste haute des Zenatas.

Requérants : MM. Souque Vincent, demeurant à Ain Seba, et Morin Joseph, demeurant à Casablanca, boulevard de Lorraine prolongé, maison Gillet, tous deux domiciliés à Casablanca et à Ain Seba.

Le bornage a eu lieu le 17 avril 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6861 C.

Propriété dite : « Bahiret Ermana », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, près de la nouvelle gare de Bouskoura.

Requérants : MM. S. Etedgui Abraham et S. Etedgui José, domiciliés à Casablanca, chez le premier, 43, route de Médiouna.

Le bornage a eu lieu le 4 mars 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7242 C.

Propriété dite : « Goutet I », sise à Casablanca, quartier des Roches-Noires, angle de la route de Rabat et de la rue Jean-Bart.

Requérant : M. Goutet Emile-Georges, avoué à la Cour d'appel de Riom, domicilié chez M. Agarrat, 86, avenue du Général-Drude, à Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 18 juin 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

III. — CONSERVATION D'OÛJDA**Réquisition n° 1112 O.**

Propriété dite : « Dar el Kheir », sise ville d'Oujda, quartier Ahl Djamel, impasse Ouled el Gaïd, n° 1 bis.

Requérant : Bachir ben Mohamed ben Halima, propriétaire, demeurant à Oujda, quartier Ahl Djamel, impasse Ouled el Gaïd, n° 1 bis.

Le bornage a eu lieu le 5 janvier 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
G. MOREAU.

IV. — CONSERVATION DE MARRAKECH**Réquisition n° 476 M.**

Propriété dite : « Hariri V », sise contrôle civil des Abda-Ahmar, tribu des Abda, lieudit « Hariri », en bordure est de la route n° 11.

Requérant : M. Braunschwig Georges-Gabriel, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de ses deux fils mineurs Paul-Edouard et Jules-André, demeurant à Casablanca, rue de l'Aviateur-Roget, n° 22, représenté par M. Nahon, demeurant à Casablanca, avenue du Général-Drude.

Le bornage a eu lieu le 24 juin 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech p. i.,
EUZEN.

Réquisition n° 477 M.

Propriété dite : « Hariri VI », sise contrôle civil des Abda-Ahmar, tribu des Abda, lieudit « Hariri ».

Requérant : M. Braunschwig Georges-Gabriel, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de ses deux fils mineurs Paul-Edouard et Jules-André, demeurant à Casablanca, rue de l'Aviateur-Roget, n° 22, représenté par M. Nahon, demeurant à Casablanca, avenue du Général-Drude.

Le bornage a eu lieu le 25 juin 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech p. i.,
EUZEN.

Réquisition n° 478 M.

Propriété dite : « Hariri VII », sise contrôle civil des Abda-Ahmar, tribu des Abda, lieudit « Hariri », à 1 km. à l'est du marabout Sidi Abdelkader.

Requérant : M. Braunschwig Georges-Gabriel, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de ses deux fils mineurs Paul-Edouard et Jules-André, demeurant à Casablanca, rue de l'Aviateur-Roget, n° 22, représenté par M. Nahon, demeurant à Casablanca, avenue du Général-Drude.

Le bornage a eu lieu le 26 juin 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech, p. i.,
EUZEN.

Réquisition n° 480 M.

Propriété dite : « Hariri IX », sise contrôle civil des Abda-Ahmar, tribu des Abda, lieudit « Hariri », à 1 km. à l'est du marabout Sidi Abdelkader.

Requérant : M. Braunschwig Georges-Gabriel, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de ses deux fils mineurs Paul-Edouard et Jules-André, demeurant à Casablanca, rue de l'Aviateur-Roget, n° 22, représenté par M. Nahon, demeurant à Casablanca, avenue du Général-Drude.

Le bornage a eu lieu le 26 juin 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech p. i.,
EUZEN.

Réquisition n° 489 M.

Propriété dite : « Fondouk Draouch Etat », sise à Marrakech-Médina, rue Bab Debbagh.

Requérant : M. le chef du service des domaines, agissant au nom et pour le compte de l'Etat chérifien (domaine privé), domicilié à Marrakech au contrôle des domaines.

Le bornage a eu lieu le 11 juin 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech p. i.,
EUZEN.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces

Annonces légales, réglementaires et judiciaires

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu au bureau du notariat de Casablanca, le 28 juillet 1925, il appert 1° que la société en commandite simple formée entre M. Abner Ohana, commerçant, demeurant à Casablanca, comme gérant responsable et une autre personne désignée à l'acte comme commanditaire, sous la raison sociale « Abner Ohana et Cie », ayant pour objet le commerce des vins avec siège social à Casablanca, rue Nacéria, n° 4 a été dissoute d'un commun accord à compter du 20 juillet 1925.

2° Que la société en commandite simple formée entre Mme Marie Espitalié, commerçante épouse judiciairement séparée de biens de M. François Briat, demeurant à Casablanca, 52, rue Saint-Dié, comme gérante responsable, et une société désignée à l'acte, comme commanditaire, ayant pour objet l'acquisition et l'exploitation d'un fonds de commerce de vins et liqueurs, sis dite ville, rue Saint-Dié, n° 52, sous la raison sociale : « M. Briat et Cie », a été dissoute d'un commun accord, à compter du 20 juillet 1925.

La liquidation sera faite, savoir :

1° Par M. Ohana, pour la société Abner Ohana et Cie ;

2° Par Mme Briat et la société Abner Ohana et Cie, pour la société M. Briat et Cie.

Et autres clauses et conditions insérées à l'acte.

Le Secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu le 28 juillet 1925, par M. Petit, secrétaire-greffier en chef du tribunal de paix de Mazagan, remplissant les fonctions de notaire au Maroc, dont expédition a été transmise au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, pour son inscription au registre du commerce, il appert que la société en commandite simple formée entre : M. Achenza Constantin, et Rizzo Pietro, entrepreneurs à

Mazagan, comme gérants responsables, et une autre personne désignée à l'acte, comme commanditaire, sous la raison sociale « Achenza Rizzo et Cie », ayant pour objet l'exécution de toutes entreprises de travaux publics et particuliers, avec siège social à Mazagan, avenue Richard-d'Ivry, a été dissoute purement et simplement, à compter du 28 juillet 1925. La liquidation de la dite société sera faite par M. Vincent, avec les pouvoirs les plus étendus à cet effet.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu au bureau du notariat de Casablanca, le 13 juillet 1925, dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance pour son inscription au registre du commerce, il appert que M. André Jégou, demeurant à Casablanca, quartier du Palais du Sultan, s'est reconnu débiteur envers M. Henri Bourgain, demeurant même ville, 55, rue de l'Horloge, d'une certaine somme que celui-ci lui a prêtée et en garantie de son remboursement en principal intérêts et frais, lui a affecté en gage, à titre de nantissement, un fonds de commerce de fabrique de maroquinerie, dite « Le Chellah », exploité à Casablanca, villa Kerimamick, quartier du Palais du Sultan, avec tous les éléments corporels et incorporels, suivant clauses et conditions insérées à l'acte.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte sous seing privé fait à Marrakech le 20 mai 1925, enregistré, dont un des originaux a été transmis au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, pour son inscription au registre du commerce, il appert que la société en commandite simple « Du Colom-

bier et Cie », dont le siège social est à Marrakech, a été dissoute par anticipation, d'un commun accord, avec effet rétroactif au 1^{er} mars 1924. La liquidation de ladite société sera faite par M. André Du Colombier, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif et éteindre le passif.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu au bureau du notariat de Casablanca, le 18 juillet 1925, il appert que M. Cordeau Victor, négociant, demeurant à Casablanca, 82, avenue du Général-Drude, a cédé à M. Frognet Gustave, également négociant, demeurant même ville, même adresse, les parts et portions lui appartenant, étant de moitié dans un fonds de commerce de confection et vente de vêtements, exploité à Casablanca, avenue du Général-Drude, n° 82, sous le nom de « Fashionable House », avec tous les éléments corporels et incorporels, suivant prix, charges et conditions insérés à l'acte, dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance pour son inscription au registre du commerce, où tout créancier du cédant pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.
Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte sous seing privé fait à Safi, le 30 juin 1925, enregistré, déposé au rang des minutes notariales du tribunal de paix de ladite ville, le 24 juillet suivant, il appert que M. José Pérez, boulanger, demeurant à Safi, a vendu à M. Aristide Mahé, de passage en cette ville un fonds de commerce connu sous le nom de « Boulangerie Internationale », exploité à Safi, Grande rue du R'Bat, n° 181,

avec tous les éléments corporels et incorporels, suivant prix, charges et conditions insérés à l'acte dont expédition a été transmise au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca pour son inscription au registre du commerce où tout créancier pourra former opposition dans les 15 jours de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.
Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte sous seing privé fait à Mazagan, le 25 juillet 1925, enregistré, déposé au rang des minutes notariales du tribunal de paix de ladite ville, le 31 du même mois, il appert que M. Norbert Delbos, industriel, demeurant à Mazagan place Galiéni, a vendu à Mme veuve Brousset Mathéou, demeurant même ville, le fonds industriel qu'il exploite à Mazagan, avenue Richard d'Ivry, sous le nom de « Glacière Mazaganaise », avec tous les éléments corporels et incorporels, suivant prix, charges et conditions insérés à l'acte dont expédition a été transmise au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca pour son inscription au registre du commerce où tout créancier pourra former opposition dans les 15 jours de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.
Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte sous seing privé fait à Casablanca, le 1^{er} juillet 1925, enregistré, déposé le 31 du même mois au secrétariat-greffe du tribunal de première instance pour son inscription au registre du commerce, il appert que MM. Louis Guillaud, négociant demeurant à Casablanca, 31, rue Amiral-Courbet et Georges Geay, également né-

gociant demeurant même ville, rue de Tours, n° 22, ont formé une société en nom collectif ayant pour objet l'exploitation d'un fonds de commerce de quincaillerie et de tout ce qui s'y rattache, avec siège à Casablanca, 31, rue Amiral-Courbet.

Durée de la société : dix années ; raison et signature sociales : « Guillaud et Geay » ; les affaires et intérêts de la société seront gérés et administrés par les deux associés ; en conséquence, la signature sociale appartiendra à chacun d'eux : capital social : 600.000 francs apportés pour moitié par chacun des associés. Chaque année, un inventaire sera dressé ; les bénéfices en résultant seront partagés par moitié entre les deux associés. En cas de décès la présente société ne sera pas dissoute de plein droit. Et autres clauses et conditions insérées à l'acte.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

des minutes du secrétariat du tribunal de première instance de Casablanca.

Suivant jugement de contumace du tribunal criminel en date du 11 juillet 1925, le nommé Mohamed ben Lhassen ben Ali, fils de Lhassen ben Ali et de R'kia bent Mohamed, âgé de 22 ans environ, étant né vers 1903, au douar Ghezouana, contrôle civil de Boucheron, demeurant en dernier lieu à Sidi Abdelkrim, région de Ben Ahmed, journalier, déclaré coupable de vol qualifié, a été condamné à la peine de dix ans de réclusion et dix ans d'interdiction de séjour, en vertu des articles 379, 386, 21, 46, 52 du Code pénal, 19 de la loi du 27 mai 1885 et 194 du Code d'instruction criminelle.

Casablanca, le 5 août 1925.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte sous seing privé fait, à Casablanca, le 30 juin 1925, enregistré, dont un original a été déposé le 12 août 1925, au secrétariat-greffe du tribunal de première instance pour son inscription au registre du commerce, il appert que M. Hermann Bon, commerçant, demeurant à Casablanca, 215, boulevard de la Gare, et M. Roger Rédlér, également commerçant, demeurant même ville, boulevard de la Gare, n° 211, ont formé entre eux une société

en nom collectif ayant pour objet la représentation, au Maroc, et, éventuellement, dans tous les territoires de l'Afrique du Nord, de toutes compagnies d'assurances couvrant les risques de toute nature, ainsi que l'exploitation d'un portefeuille de représentation commerciale, avec siège social à Casablanca, 215, boulevard de la Gare.

Durée de la société : deux années. — Raison et signature sociales : « Bon et Redier ». — Capital social évalué à 20.000 francs. La signature sociale appartiendra à chacun des associés. Chaque année un inventaire de la situation active et passive de la société sera dressé. Les bénéfices en résultant seront partagés par moitié entre les deux associés. Les pertes, s'il en existe, seront supportées dans les mêmes proportions. En cas de décès, la présente société sera dissoute de plein droit. Et autres clauses et conditions insérées à l'acte.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu par M. Bourcier, chef du bureau du notariat de Casablanca, le 8 juillet 1925, il appert que MM. Emile Monnier et Jean Berthet, exportateurs, demeurant à Marseille, ont vendu à M. Paul Rouquette, agent de fabriques, demeurant à Casablanca, rue Aviateur-Védrines, un portefeuille de représentation qu'ils exploitent dite ville rue Aviateur-Védrines, n° 38 connu sous le nom de « Monnier et Berthet », avec tous les éléments corporels et incorporels, suivant prix, clauses et conditions insérés à l'acte dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance pour son inscription au registre du commerce, où tout créancier pourra former opposition, dans les quinze jours de la seconde insertion du présent.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

APPEL D'OFFRES

du 11 août 1925

Le 15 septembre 1925, à 16 heures, il sera procédé dans les bureaux du contrôle civil des Abda-Ahmar à Safi, à l'adjudication sur offres de prix sur soumissions cachetées des fouritures de grains de semences ci-après désignées, à la société

indigène de prévoyance des Abda-Ahmar :

3 lots de 400 quintaux chacun de blé dur indigène répondant aux conditions suivantes :

Pureté	96
Faculté germinative	96
Poids de 1.000 grains	44
Poids à l'hectolitre	78

Montant du cautionnement provisoire : 1.500 francs ;

Montant du cautionnement définitif : 2.500 francs.

Les références des candidats accompagnées de tous certificats utiles seront déposées en même temps que les soumissions.

Le cahier des charges peut être consulté :

- 1° Au siège du contrôle civil des Abda-Ahmar à Safi ;
- 2° A l'Office économique à Casablanca ;
- 3° A l'Office économique à Rabat ;
- 4° Au bureau économique à Marrakech.

Les soumissions devront parvenir par la poste au plus tard le 13 septembre 1925, à M. le chef de la circonscription des Abda-Ahmar à Safi, et porter en titre de l'enveloppe la mention « Fourniture des semences à la S. I. P. ».

Safi, le 11 août 1925.

SERVICE DES DOMAINES

AVIS

Il est porté à la connaissance du public que le procès-verbal de délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Groupe Maïder et Ferjane Etat Nord », dont le bornage a été effectué du 17 au 22 février 1925, a été déposé le 18 mai 1925, au bureau des renseignements de Chichaoua et le 26 mai 1925, à la Conservation Foncière de Marrakech où les intéressés peuvent en prendre connaissance.

Le délai pour former opposition à ladite délimitation est de trois mois à partir du 30 juin 1925, date de l'insertion de l'avis de dépôt au *Bulletin Officiel*.

Les oppositions seront reçues au bureau des renseignements de Chichaoua.

Rabat, le 13 juin 1925.

SERVICE DES DOMAINES

AVIS

Il est porté à la connaissance du public que le procès-verbal de délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Guich des Ait Ouallal de Bitit », (Beni M'Tir), dont le bornage a été effectué le 17 mars 1925, a été

déposé le 21 avril 1925, au bureau des renseignements des Beni M'Tir à El Hadjeb et le 29 avril 1925, à la Conservation Foncière de Meknès, où les intéressés peuvent en prendre connaissance.

Le délai pour former opposition à ladite délimitation est de trois mois à partir du 30 juin 1925, date de l'insertion de l'avis de dépôt au *Bulletin Officiel*.

Les oppositions seront reçues au bureau des renseignements des Beni M'Tir à El Hadjeb.

Rabat, le 15 juin 1925.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

Bureau des faillites

Audience du lundi 31 août 1925, (4 heures du soir)

Liquidations judiciaires

Abdelouahad Saadani, commerçant à Fès, dernière vérification.

Elie Elmaleck, mercerie, rue Henri-Popp, Rabat, concordat ou union.

Abdesselem Bouchara, entrepreneur à Salé, concordat ou union.

Marius André, ex-commerçant à Fès, concordat ou union.

Isaac Botbol, commerçant à Rabat, concordat ou union.

Joseph Naem, industriel à Salé, concordat ou union.

Faillites

Jean-Hector Sazy, ex-négociant à Rabat, dernière vérification.

Liobet et Butticaiz, négociants à Rabat, concordat ou union.

Le Chef du Bureau,
L. CHADUC.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

D'un jugement du tribunal de première instance de Rabat, rendu par défaut, le 17 juin 1925, il appert que le divorce a été prononcé aux torts et griefs du mari, entre :

Madame Houard, née Jeanne-Clémentine - Geneviève - Alphonse Cornuau, domiciliée à Rabat, 6, rue de Nîmes ;

Et M. Hippolyte-Marius-Auguste Houard, domicilié autrefois à Rabat et actuellement sans domicile connu.

La présente insertion est faite en conformité de l'art. 426 du dahir de procédure civile, M. Houard est informé qu'il a huit mois pour faire opposition au dit jugement.

Le secrétaire-greffier
en chef p. i.

TAVERNE.

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

Faille Abraham El Grabli

Messieurs les créanciers de la faille du sieur El Grabli Abraham, commerçant à Marrakech, sont informés que par jugement du tribunal de première instance de Casablanca, du 18 août 1925, l'époque de la cessation des paiements de leur débiteur, primitivement fixée au 3 mars 1925, a été reportée au 28 février 1926.

Le Chef du bureau p. i.,
MARCEL D'ANDRE.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
D'OUDJA

D'un jugement rendu contradictoirement par le tribunal de première instance d'Oujda, le 18 mars 1925, entre :

Le sieur Massip Léonce-Auguste, chauffeur d'auto, demeurant à Missour, demandeur au principal, Défendeur à demande reconventionnelle, d'une part ;

Et la dame Gonzalès Dolorès, épouse du dit sieur Massip demeurant ladite dame à Missour, défenderesse au principal, reconventionnellement demanderesse, d'autre part.

Il appert que le divorce d'entre les époux Massip-Gonzalès, a été prononcé à leurs torts réciproques.

Le secrétaire-greffier
en chef p. i.,
POISSON JOSEPH.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Distribution par contribution
Navas

N° 67 du registre d'ordre
M. Lucien Hubert,
juge commissaire

Le public est informé qu'il est ouvert au secrétariat-greffe du tribunal précité une procédure de distribution des fonds provenant de la vente des objets mobiliers saisis à l'encontre de M. Raymond Navas, commerçant, demeurant à Meknès.

En conséquence, tous les créanciers de celui-ci devront adresser leurs bordereaux de production avec titres à l'appui, au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans le délai de 30 jours, à dater de la deuxième insertion à peine de déchéance.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier
en chef p. i.,
TAVERNE.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Distribution par contribution
Andrieu

N° 68 du registre d'ordre
M. Lucien Hubert, juge-commissaire.

Le public est informé qu'il est ouvert au secrétariat-greffe du tribunal précité une procédure de distribution des fonds provenant de la vente d'un immeuble saisi à l'encontre de M. Louis Andrieu, demeurant à Casablanca et des saisies arrêtées pratiquées entre les mains des locataires de celui-ci.

En conséquence, tous les créanciers devront adresser leurs bordereaux de production avec titres à l'appui, au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans le délai de trente jours à dater de la deuxième insertion à peine de déchéance.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
TAVERNE.

SERVICE DES COLLECTIVITÉS
INDIGÈNES

AVIS

Il est porté à la connaissance du public que le procès-verbal de délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled Daourat », appartenant à la collectivité des Kradiid, dont la délimitation a été effectuée le 9 juin 1925, a été déposé le 20 juillet 1925, au contrôle civil de l'annexe des Oulad Saïd et le 7 août 1925, à la Conservation Foncière de Casablanca, où les intéressés peuvent en prendre connaissance.

Le délai pour former opposition à ladite délimitation est de six mois à partir du 25 août 1925, date de l'insertion de l'avis de dépôt au Bulletin Officiel n° 670.

Les oppositions seront reçues au contrôle civil des Oulad Saïd et à la Conservation Foncière de Casablanca.

Rabat, le 14 août 1925.

VILLE DE RABAT

SERVICES MUNICIPAUX

ENQUÊTE

de commodo et incommodo

AVIS

Le chef des services municipaux de la ville de Rabat a l'honneur d'informer le public qu'une enquête de commodo et incommodo sera ouverte au siège des services municipaux, rue

de la Marne, sur un projet de dahir déclarant d'utilité publique les modifications apportées au plan d'aménagement de Khébibat, ainsi que l'aménagement d'une nouvelle médina dans le secteur délimité au nord, par la rue C., à l'est, par l'avenue I, au sud, par la route de Casablanca à Rabat, à l'ouest, par les avenues J. et K.

Après homologation du dahir susvisé, l'édification de toutes constructions indigènes ou nouvas sur des emplacements situés en dehors des périmètres de l'ancienne et de la nouvelle médina sera interdite.

Cette enquête commencera le 21 août 1925 et finira le 23 septembre 1925.

Le dossier est déposé aux services municipaux (bureau du plan), où les intéressés pourront en prendre connaissance tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures (dimanche et jours de fêtes exceptés), et consigner sur le registre ouvert à cet effet les observations que ce projet soulèverait de leur part.

Rabat, le 20 août 1925.

Le chef des services
municipaux.

J. TRUAT.

BUREAU DU NOTARIAT
DE CASABLANCA

COMPTOIR DES MINES ET DES
GRANDS TRAVAUX
DU MAROC

Société anonyme au capital de
3.850.000 francs

Siège social à Casablanca,
rue Aviateur-Guynemer.

Augmentation de capital

I

Suivant acte reçu par M. Adrien de Prévoist, chef par intérim du bureau du notariat de Casablanca, le 24 juillet 1925, le mandataire authentique du conseil d'administration de la société anonyme dite « Comptoir des Mines et des Grands Travaux du Maroc », dont le siège social est à Casablanca, rue Aviateur-Guynemer a déclaré :

Que le capital social de cette société était porté de 3.000.000 à 3.850.000 francs, conformément aux décisions prises par le conseil d'administration de ladite société dans ses délibérations des 22 juin et 17 juillet 1925, en vertu de l'autorisation à lui donnée par l'art. 8 des statuts.

Que cette augmentation de capital est réalisée par l'émission et la souscription intégrale de 1.700 actions de 500 francs chacune, toutes à souscrire en espèces et à libérer de 1/2 lors de la souscription, sur lesquelles il a été versé par les souscripteurs

une somme totale de 425.000 francs qui se trouve déposée dans les caisses de ladite société.

A l'appui de sa déclaration, le mandataire a produit toutes pièces et justifications nécessaires.

II

Le 27 juillet 1925, MM. les actionnaires propriétaires des actions anciennes et souscripteurs des actions nouvelles de ladite société, réunis en assemblée générale extraordinaire ont, après vérification, reconnu que toutes les formalités prévues tant par la loi que par les statuts, pour arriver à l'augmentation de capital sus-indiquée, avaient été remplies et qu'en conséquence les articles 7 et 8 des statuts de la société devaient être modifiés comme suit :

Art. 7. — « Le capital social est fixé à 3.850.000 francs, divisé en 7.700 actions de 500 francs chacune.

« Sur ces 7.700 actions :
« 1.200 entièrement libérées
« ont été attribuées aux fondateurs en représentation totale
« de leurs apports.

« 800 représentant avec les actions d'apport ci-dessus le capital originaire, sont entièrement libérées.

« 2.000 représentant l'augmentation de capital sanctionnée par l'assemblée générale extraordinaire du 9 juin 1921 ont été souscrites en numéraire et sont entièrement libérées.

« 1.400 représentant l'augmentation de capital sanctionnée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 juin 1923 et souscrites en numéraire sont entièrement libérées.

« 600 actions entièrement libérées ont été attribuées par cette même assemblée aux porteurs de parts en représentation de l'apport à la société de leurs parts bénéficiaires.

« 1.700 actions représentant l'augmentation de capital sanctionnée par l'assemblée générale du 27 juillet 1925, ont été souscrites en numéraire et libérées de moitié à la souscription. »

Art. 8. — Les deux premiers paragraphes de l'article 8 subsistent sans changement, le troisième est annulé et remplacé par le suivant :

« Par modification au premier paragraphe du présent article, le conseil d'administration est dès maintenant autorisé à porter en une ou plusieurs fois et par ses seules délibérations, le capital social jusqu'à concurrence de la somme de huit millions de francs, par la création d'actions ordinaires ou de priorités à souscrire en numéraire en compensation de créances et de toutes autres manières

« qu'il aura la faculté d'émettre
« aux taux et conditions qu'il
« jugera convenables. »

Ces modifications ont été
adoptées à l'unanimité.

III

Le 17 août 1925, ont été déposés aux greffes des tribunaux de première instance et de la justice de paix nord de Casablanca, expéditions :

De chacune des délibérations précitées des 22 juin et 17 juillet 1925.

Du procès-verbal de l'assemblée générale du 27 juillet 1925. Et la déclaration notariée de souscription et de versement du 24 juillet 1925.

Le Chef du notariat p. i.

A. DE PRÉVOST.

EMPIRE CHÉRIFIEN

Vizirat des Habous

Il sera procédé, le mercredi 27 safar 1344 (16 septembre 1925), à dix heures, dans les bureaux du nadir des Habous à Mogador, à la cession aux enchères par voie d'échange, de deux boutiques, situées à Hounat el Bouakheur, nos 21 et 25, à Mogador, sur la mise à prix de 8.000 francs.

Pour renseignements, s'adresser : au nadir des Habous, à Mogador ; au vizirat des Habous et à la direction des affaires chérifiennes (contrôle des Habous), à Rabat.

EMPIRE CHÉRIFIEN

Vizirat des Habous

Il sera procédé le mercredi 27 safar 1344 (16 septembre 1925), dans les bureaux du Mouraqib des Habous à Mazagan, à la cession aux enchères par voie d'échange d'un terrain à bâtir, sis entre les rues Richard-d'Ivry et 118, et deux passages de 2 m. de large, à Mazagan, d'une surface de 142 mètres carrés 50 environ.

Sur la mise à prix de trois mille francs.

Pour renseignements s'adresser au Mouraqib des Habous à Mazagan, au vizirat des Habous et à la direction des affaires chérifiennes (contrôle des Habous) à Rabat.

EMPIRE CHÉRIFIEN

Vizirat des Habous

Il sera procédé, le mercredi 27 safar 1344 (16 septembre 1925), à dix heures, dans les bureaux du nadir des Habous à Mogador, à la cession aux enchères par voie d'échange, de deux chambres habous de famille des Oulad Mohammed el Meghraoui, faisant partie d'une maison sise quartier Chabanat, laquelle est en indivision, pour le surplus, avec le caïd Larbi Khebbane, sur la mise à prix de 9.000 francs.

Pour renseignements, s'adresser : au nadir des Habous, à Mogador ; au vizirat des Habous et à la direction des affaires chérifiennes (contrôle des Habous), à Rabat.

EMPIRE CHÉRIFIEN

Vizirat des Habous

Il sera procédé, le mercredi 27 safar 1344 (16 septembre 1925), à dix heures, dans les bureaux du nadir des Habous Kobra, à Rabat, à la cession aux enchères par voie d'échange de deux terrains à bâtir, avec leurs servitudes actives et passives, des Habous de famille Benguennaoui, sis, l'un rue de la République et rue K, l'autre à l'angle des rues de la République et Capitaine-Petitjean, à Rabat.

Après redistribution, ces ter-

rains ont des surfaces respectives approximatives de 2.027 mètres carrés et 2.075 mètres carrés environ.

Ils sont grevés, à partir du 1^{er} rebia II 1337, d'une location à long terme de 10, 20, 30 ans, dans les conditions fixées par le dahir du 16 chaabane 1331 (21 juillet 1913), moyennant le prix annuel de :

4.000 francs pour la première période décennale ;

4.800 francs pour la deuxième période décennale ;

5.760 francs pour la troisième période décennale.

L'acquéreur sera tenu de respecter le bail en cours et, de ce fait, se substituera purement et simplement aux Habous Benguennaoui pour la perception des loyers.

Mise à prix : 236.465 francs.

Pour renseignements, s'adresser : au nadir des Habous à Rabat ; au vizirat des Habous et à la direction des affaires chérifiennes (contrôle des Habous), à Rabat.

M. Ernest Abington VESSEY, titulaire du brevet marocain n° 364, du 4 octobre 1920, pour PERFECTIONNEMENT AUX HELICES, et demeurant 7, Windsor Road Church End Finchley, Londres (Angleterre), serait désireux d'en céder la propriété ou d'en accorder des licences d'exploitation.

Pour les renseignements techniques, s'adresser à M. L. CHASSEVENT, ingénieur-conseil, 11, boulevard de Magenta, à Paris.

M. Ernest Abington VESSEY, titulaire du brevet marocain n° 439, du 13 mars 1922, pour PERFECTIONNEMENT AUX HELICES, et demeurant 7, Windsor Road Church End Finchley, Londres (Angleterre), serait désireux d'en céder la propriété ou d'en accorder des licences d'exploitation.

Pour les renseignements techniques, s'adresser à M. L. CHASSEVENT, ingénieur-conseil, 11, boulevard de Magenta, à Paris.

BANK OF BRITISH WEST AFRICA Ltd.

Capital autorisé : L. 4.000.000

Capital souscrit : L. 3.000.000

Siège social : Londres

Succursales : Liverpool, Manchester, Hambourg, Gibraltar, Casablanca, Fez, Marrakech, Mazagan, Mogador, Rabat, Saï, Tanger, Iles Canaries, Côtes de l'Afrique Occidentale.

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Assurances

Immeuble Banque Anglaise — Casablanca
Bureaux à louer

COMPAGNIE ALGÉRIENNE

Société anonyme fondée en 1877

Capital : 100.000.000 de fr. entièrement versés. — Réserves : 92.000.000 de francs.

Siège Social : PARIS, 50, rue d'Anjou

AGENCES : PARIS, 50, rue d'Anjou, Aix-en-Provence, Antibes, Aubagne, BORDEAUX, CANNES, Cette, La Clotat, Fréjus, Grasse, MARSEILLE, Menton, MONTPELLIER, Monte-Carlo, NICE, Salon, Vichy et dans les principales villes et localités de l'Algérie et de la Tunisie.

AU MAROC : CASABLANCA, Fez, Kénitra, Larache, Marrakech, Mazagan, Meknès, Mogador, Oudjda, Ouezzan, Rabat, Saï, Sale, TANGER, Taza.

CORRESPONDANTS DANS TOUTES AUTRES VILLES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE ET DE BOURSE

Comptes de dépôt à vue et à préavis. Dépôts à échéance. Escompte et encaissements de tous effets. Crédits de campagne. Prêts sur marchandises. Envois de fonds. Opérations de titres. Garde de titres. Souscriptions. Paiements de coupons. Opérations de change. Locations de compartiments de coffres-forts. Emission de chèques et de lettres de crédit sur tous pays.

Certifié authentique le présent exemplaire du

Bulletin Officiel n° 670, en date du 25 août 1925,

dont les pages sont numérotées de 1425 à 1448 inclus.

Rabat, le.....192....

Vu pour la légalisation de la signature

de M.....

apposée ci-contre.

Rabat, le..... 192....